Conseil national
de l'information statistique

Bilan détaillé 2009

du programme de travail de la statistique publique

Sommaire

Préambule 3

1. La mise en œuvre des orientations du Cnis dans le programme 2009 de la statistique publique **5**

1.1. Synthèse 7

1.2. Synthèse par commission du Cnis 11

2. Les enquêtes de la statistique publique en 2009 ..... **15**

2.1. Panorama des enquêtes 2009 18

2.2. Suivi des enquêtes en 2009 20

Annexe 1 : Bilan détaillé par commission **23**

A - Démographie et questions sociales 25

B - Emploi, qualification et revenus du travail 29

C - Entreprises et stratégie de marché 33

D - Environnement et développement durable 39

E - Services publics et services aux publics 43

F - Système financier et financement de l'économie 49

G - Territoires 51

Annexe 2 : Sigles **55**

Préambule

Le décret du 20 mars 2009[1] indique que le Cnis publiera chaque année « …un bilan détaillé du suivi des avis qu'il a formulé l'année précédente et de l'exécution par les services producteurs de leur programme de travail annuel et à moyen terme »

Sur la base de ce bilan, le président du Cnis rend compte devant l'Autorité de la statistique publique de l'adéquation entre les demandes des utilisateurs, qui se sont exprimés au Cnis, et les réalisations effectives de la statistique publique. L'Autorité peut ainsi juger de la pertinence du programme de la statistique publique et de l'efficacité de sa mise en œuvre. Il fait apparaître pour cela, parmi les travaux de l'année, ceux qui satisfont, ou satisferont dans un futur proche, ces attentes. Il identifie parallèlement ceux qui auront été laissés de côté, pour diverses raisons, pour des raisons de méthode ou de moyens pour une part.

Ce bilan a l'ambition de devenir un outil de travail global pour les activités du Cnis.
Il contribue pour tous les participants aux travaux du Cnis à une connaissance d'ensemble de la statistique publique, de ses opérateurs, de l'origine de ses demandes, de ses contraintes, de sa capacité d'innovation…

Les producteurs de la statistique publique sont conduits à exprimer, plus qu'auparavant, des priorités dans leur programme de travail dans la mesure où les attentes qui leur sont adressées sont en augmentation et, qu'en revanche, leurs moyens budgétaires sont en recul. En dressant ce vaste panorama de la statistique publique ce bilan permet au Cnis de disposer des éléments nécessaires pour porter un avis plus circonstancié sur les programmes de travail des producteurs.

Le Cnis pourra ainsi jouer pleinement son rôle dans la détermination des priorités qu'il entend voir retenir par le service statistique public.

Le bilan qui suit est relatif à l'année 2009. C'est le premier du genre. Une synthèse en a été présentée devant l'Autorité de la statistique publique le 18 décembre 2009.
Il compare, dans un premier temps, les travaux engagés par la statistique publique aux orientations qui avaient été définies par le Cnis, puis dresse un état des lieux des enquêtes statistiques qui étaient sur le terrain en 2009.

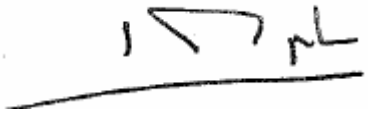
Ce bilan a pu être réalisé grâce à la participation active des producteurs et des rapporteurs des commissions du Cnis, lesquels ont bien voulu se prêter à l'exercice. Qu'ils en soient ici remerciés.

Ce premier bilan est nécessairement encore expérimental.

Le contenu et la forme devront évoluer pour satisfaire au mieux les objectifs attendus.

Le secrétariat du Cnis veillera à ce que les versions futures soient élaborées en collaboration encore plus étroite avec les producteurs et les utilisateurs afin que ce bilan devienne véritablement un outil commun, reconnu comme tel et utile à tous.

Le Président du Cnis



Jean-Pierre DUPORT

[1] Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique

1. La mise en œuvre des orientations du Cnis dans le programme 2009 de la statistique publique

1.1. Synthèse

Le programme à moyen terme 2009-2013 du Cnis[2] fixe les grandes orientations qu'il voudrait voir adopter par le programme statistique pour les cinq ans à venir. Il identifie les progrès et les éventuelles lacunes à combler en matière d'information statistique pour répondre aux demandes formulées par les utilisateurs.
Ce programme est affiné chaque année par les avis que le Cnis exprime sur les programmes de travail des producteurs de la statistique publique.

C'est à l'aune de ces orientations que le Cnis va désormais dresser annuellement le bilan de l'activité de la statistique publique.

Le bilan 2009 du programme de travail de la statistique publique, du point de vue du Cnis et des besoins qu'il exprime, est dans l'ensemble positif.

♦ Tout d'abord le Cnis se réjouit de l'attention portée par les producteurs aux avis et recommandations qu'il formule.

Cela confirme, si besoin était, une forte volonté des producteurs d'adapter autant que possible leur programme de travail en fonction des besoins exprimés.

Les recommandations des groupes de travail constituent la feuille de route des services producteurs et les avis du Cnis sont suivis d'effet. Ainsi en 2009, le Cnis a émis 35 avis (voir le détail des avis dans l'annexe 1). La plupart (26 sur 35) ont donné suite à des réalisations dès 2009 ou donneront suite très prochainement, en 2010.

♦ Trois axes de progrès principaux ont marqué les statistiques publiées lors de cette année 2009

Les statistiques locales se sont enrichies de façon significative, notamment par la diffusion des résultats détaillés du recensement. Ceux-ci sont pour la première fois issus de sa nouvelle méthode de collecte, annualisée et par sondage dans les grandes villes.
Cette diffusion a été réalisée dans le calendrier annoncé et selon les principes préconisés par le groupe de travail du Cnis « Utilisation des données produites par le recensement rénové de la population et leur diffusion » publié en décembre 2005.

Les informations sur l'emploi et le chômage ont gagné en qualité et en précision.
Les situations intermédiaires entre emploi et chômage sont mieux appréhendées, suivant en cela les recommandations du groupe de travail du Cnis présidé par Jean-Baptiste de Foucauld.
Le dispositif « Estel » fournit désormais, au niveau national, et plus rapidement qu'auparavant, des estimations d'emploi selon des concepts cohérents avec ceux du Bureau internationale du travail.

L'observation des inégalités sociales s'est affinée.
Les disparités de consommation des ménages font maintenant l'objet de publications régulières. La part des différents postes de dépenses (« pré-engagées » ou « contraintes », alimentaires, épargne…) est évaluée selon plusieurs catégories de revenus.
Les revenus du patrimoine sont par ailleurs pris en compte dans la mesure des niveaux de vie, comme le demandait le rapport du Cnis dit « Freyssinet ».

On peut noter également que **l'insertion professionnelle et l'environnement** ont fait l'objet de nombreuses publications. Ces informations restent cependant dispersées sur plusieurs supports du service statistique public ; leur mise en relation reste encore délicate et rend difficile leur interprétation.

♦ Les opérations en cours en 2009 sont également porteuses de progrès futurs

De nombreuses opérations statistiques, qu'il s'agisse d'enquêtes ou d'exploitation à des fins statistiques de sources administratives, sont en cours. En 2009, 133 enquêtes figuraient au programme de la statistique publique. Elles ont été réalisées pour 50 % par les services statistiques ministériels, 40 % par l'Insee, le reste par des administrations ou des établissements publics ou privés ayant une mission de service public

[2] Voir le rapport du Cnis n°115 « avis à moyen terme 2009-2013 et avis 2009, première année d'exécution » , adopté par l'assemblée plénière du Cnis du 23 janvier 2009. (http://www.cnis.fr/agenda/AVI/AVI_0145.pdf)

On peut évoquer ici quelques opérations dont les résultats sont particulièrement attendus par le Cnis.

Trois enquêtes dont la collecte a eu lieu en 2009 et dont les premiers résultats sont prévus en 2010 :

- L'enquête « Trajectoires et Origines » a pour objectif d'appréhender les phénomènes d'intégration et de discrimination liés à l'origine dans les différentes sphères de la vie sociale (logement, emploi, vie familiale…) et la perception des inégalités qui peuvent en résulter. *(Insee/Ined).*
- L'enquête Patrimoine 2009, qui permettra de décrire les actifs financiers, immobiliers et professionnels des ménages (rapport Freyssinet). (*Insee).*
- L'enquête pilote européenne sur l'activité des groupes français à l'étranger (« Outward FATS ») qui fournira les statistiques sur les échanges internationaux et sur l'activité des filiales étrangères des groupes français. (*Insee)*

Des réflexions en cours pour la mise au point de méthodologies nouvelles : pour observer les trajectoires des demandeurs d'emploi *(Dares)*, pour estimer et décrire les emplois vacants *(Dares-Insee)*, pour estimer le nombre d'enfants des familles recomposées *(Insee)*.

L'année 2009 a également été celle de la mise en place de dispositifs nouveaux, au premier rang desquels le dispositif « Resane », qui permettra, lorsqu'il sera stabilisé, de disposer d'un système d'observation cohérent sur les entreprises en utilisant du mieux possible les sources administratives existantes. Il réduit d'autant la charge de réponse des entreprises.

♦ Des chantiers importants sont en cours et déboucheront d'ici à l'échéance du programme à moyen terme

Il convient notamment de noter trois grands chantiers particulièrement importants pour l'avenir.

La compréhension des effets de la mondialisation
Ceci nécessite de développer la connaissance des groupes d'entreprises (projet Resane II) afin d'en obtenir notamment une meilleure compréhension de l'impact socio économique des activités des firmes multi nationales.

La connaissance de l'entreprenariat
Le suivi des PME et des entreprises de taille intermédiaire doit être amélioré. Un groupe de travail du Cnis a défini les différentes classes d'entreprises ; reste à construire les indicateurs nécessaires.

Le développement d'un système d'information sur le développement durable
L'année 2009 a été celle d'une importante mobilisation de la statistique publique, au premier rang de laquelle le Meeddm et l'Insee, sur les indicateurs à mettre en place pour accompagner les réflexions et les politiques sur le développement durable à toutes les échelles géographiques, de l'Europe, voire du monde, jusqu'aux territoires locaux.

♦ Les questions, les points de vigilance du Cnis

Si le bilan 2009 peut donc être considéré comme positif, le Cnis indique néanmoins à ce stade trois points de vigilance : l'adaptation des moyens aux projets, la prise en compte effective des suites à donner à deux rapports, la nécessité de résoudre deux difficultés méthodologiques.

Le Cnis sera attentif à ce que la statistique publique prenne des dispositions pour réaliser effectivement les projets en cours ou programmés.
La demande d'informations est croissante et évolue vite. Les projets européens sont nombreux ; ils représentent près de la moitié des enquêtes sur le terrain en 2009. Le Cnis incite le service statistique public à participer plus activement à la conception des enquêtes européennes pour relayer les demandes nationales. Il demande par ailleurs que les moyens consacrés aux demandes d'Eurostat n'excèdent pas une proportion raisonnable de ceux du service statistique public. Celui-ci doit garder la capacité de répondre aux demandes nationales dans de bonnes conditions. Il est certainement nécessaire également de mettre en place au niveau d'Eurostat des procédures d'arbitrage entre les différentes demandes.

Le Cnis regrette les difficultés que rencontre parfois le service statistique public pour avoir accès aux informations existantes ou pour mettre en œuvre certaines de ses recommandations.

Pour répondre aux demandes qui lui sont faites, le SSP mobilise en effet, de plus en plus souvent, au-delà de ses enquêtes, des informations provenant de fichiers de gestion des administrations qu'il utilise à des fins statistiques. Ceci ne va pas de soi dans tous les domaines, même si cela permet de faire baisser la charge de collecte qui pèse sur les personnes ou les entreprises interrogées et, bien sûr, sur l'appareil statistique.

Ainsi, le rapport du groupe de travail du Cnis sur les « groupes financiers » a mis en évidence le besoin d'améliorer la connaissance de leurs comptes selon les principales « lignes de métier » : banque de détail, banque d'investissement, crédit à la consommation, affacturage, crédit-bail, etc. Dans ce domaine le SSP se heurte à la difficulté d'obtenir l'information nécessaire auprès des autorités financières.

De la même façon les recommandations du groupe de travail sur « Les dépenses territoriales de l'État » ne sont pas mises en place faute d'avoir défini les informations fiscales que la Dgfip pourrait mettre à disposition.

Le Conseil sera attentif à ce que les groupes de travail se mettent en place et rassemblent des experts de la statistique publique et des administrations détentrices des données indispensables (Banque de France, Autorité de contrôle prudentiel, Dgfip).

Le Cnis identifie par ailleurs deux questions pour lesquelles la réponse méthodologique de la statistique publique paraît problématique.

Le Conseil soutient les travaux méthodologiques entrepris pour coupler données administratives et données d'enquêtes afin de suivre les parcours individuels et mieux rendre compte de la diversité des situations. Ces travaux doivent évidemment se mener dans le respect du code de bonnes pratiques de la statistique européenne notamment en ce qui concerne le respect de la confidentialité des données.

L'analyse des trajectoires scolaires nécessite aujourd'hui que soit mis en place un identifiant d'élève ou d'étudiant. Mais la collecte de ce dernier provoque l'incompréhension d'une partie de la société civile qui y voit un danger pour le respect de la vie privée. *Le Cnis compte organiser une réunion spécifique sur ce thème : il faut travailler ensemble société civile et statisticiens, pour lever les ambiguïtés et trouver une solution qui convienne à tous et garantisse le secret statistique.*

L'estimation des flux d'entrée et de sortie du territoire (immigration et tourisme) reste également en suspens, dans l'attente d'une méthodologie adaptée.

1.2. Synthèse par commission du Cnis

A. Démographie et questions sociales

Commission présidée par Claire Bazy-Malaurie

- **Mieux connaître les inégalités de niveau de vie et de pouvoir d'achat** est une orientation du moyen terme 2009-2013, confortée par la crise actuelle.

Références : le rapport du Cnis « dit Freyssinet » et celui d'Alain Quinet sur la mesure du pouvoir d'achat.

L'hétérogénéité sociale croissante a pour effet que nombre de personnes ne se reconnaissent plus dans les chiffres moyens de la statistique publique. Les deux rapports cités en référence proposent de développer la publication d'indicateurs qui rendent compte de la dispersion des phénomènes. Ces préconisations ont été reprises également dans le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi.

Le Cnis constate de grandes avancées sur ces questions puisque l'Insee publie maintenant régulièrement les indicateurs d'inégalités préconisés et des informations sur le pouvoir d'achat par catégories de revenu ou par catégories sociales. Les comptes des ménages ont par ailleurs été ventilés en distinguant consommation, dépenses pré engagées et épargne.

Ce chantier, bien engagé, devra cependant être complété par **une analyse plus détaillée des hauts revenus,** ce que devrait permettre la rénovation en cours de l'enquête patrimoine et des revenus fiscaux de l'Insee. (Les premiers éléments sur ce sujet ont été publiés en mai 2010).

- **Approfondir la connaissance du logement selon deux points de vue : la conjoncture de l'immobilier et le mal logement.**

La crise de l'immobilier a montré les limites du dispositif d'observation conjoncturel du logement : observation du parc et des mises en chantier, mais également des prix et des loyers. A la demande de Madame Christine Lagarde et de Messieurs Jean-Louis Borloo et Benoist Apparu, le Cnis a créé un groupe de travail présidé par Bernard Vorms, directeur général de l'Anil (Agence Nationale pour l'Information sur le Logement). Le rapport[3] a été diffusé en mars 2010 et les recommandations sont en cours de mise en œuvre.

Les travaux méthodologiques réalisés en 2009 devraient permettre de disposer des informations nécessaires pour repérer les mauvaises conditions de logement ou les situations d'exclusion ; sur cette base, un groupe de travail fera des propositions en 2010.[4] Le Cnis sera particulièrement attentif à ce que les moyens nécessaires soient disponibles pour mener à bien les opérations sur ce thème. En particulier : une enquête sur les sans domicile est prévue en 2012, c'est une opération coûteuse mais nécessaire.

- **Mesurer la diversité et ses effets potentiellement discriminatoires (« Statistiques ethniques »)**

Suite à l'avis du Cnis, en accord avec la position de la Cnil et le Conseil constitutionnel, le Président de la République a demandé à M. Yazid Sabeg de doter la France « d'outils statistiques permettant de mesurer sa diversité, pour identifier précisément ses retards et mesurer ses progrès ». Un Comité présidé par François Héran, l'ancien directeur de l'Ined a fait des propositions relatives à la statistique publique. Le Cnis s'engage à organiser à leur sujet le débat le plus large dans le cadre du Cnis[5].

B. Emploi, qualification et revenus d'activités

Commission présidée par Raoul Briet

- **Mieux décrire l'emploi, le chômage et son halo**

Suite aux controverses de 2007 liées au report par l'Insee de la publication du taux de chômage, un groupe de travail du Cnis présidé par Jean Baptiste de Foucauld a fait des recommandations pour mieux appréhender le halo autour du chômage. En parallèle, Bruno Durieux de l'inspection générale des finances et Marie-Ange du Mesnil du Buisson de l'inspection générale des affaires sociales, ont rendu un rapport sur les méthodes

[3] « L'information statistique sur le logement et la construction » rapport du Cnis, n°121-mars 2010
[4] Groupe de travail sur le mal-logement présidé par Marie-Thérèse Join-Lambert.
[5] Une première concertation sur le rapport du Comedd a eu lieu à la commission « démographie et questions sociales » du 7 avril 2010.

d'estimation du chômage. Les préconisations de ces deux rapports constituent les repères du Cnis dans ce domaine.

Les avancées sont nombreuses, la mesure de l'emploi, du chômage et de la précarité s'est améliorée et la refonte de l'enquête emploi est en cours selon les préconisations des différents rapports.

Toutes les recommandations n'ont pu cependant encore être mises en œuvre, notamment en ce qui concerne la question de la récurrence du chômage qui nécessite une approche dynamique de l'étude des trajectoires des chômeurs. De même, les travaux engagés à la Dares sur l'offre de travail, les besoins de recrutement et la mesure des emplois vacants, doivent se poursuivre.

Cependant le groupe de Foucauld avait mis un fort accent sur la question de la compréhension, de la communication et de la diffusion des indicateurs à destination des médias. De gros efforts ont été réalisés pour modifier les publications et informer les media. Malgré cela, la reprise par la presse n'est pas ce que le groupe en escomptait. **Ceci pose la question des indicateurs de la statistique publique et de la communication que cette dernière doit organiser.**

- **L'incidence des conditions de travail sur la santé** fait l'objet d'une mise en œuvre satisfaisante. Les outils d'observation ont été mis en place et les propositions du comité scientifique chargé de mettre en œuvre les préconisations du rapport Nasse-Légeron sur le stress au travail seront présentés en 2010-2011.

- Concernant **la formation tout au long de la vie et la mesure des compétences**, plusieurs enquêtes internationales sont en cours. Le Cnis souligne la difficulté des comparaisons internationales à laquelle le SSP risque de se heurter dans l'interprétation des résultats obtenus à partir du protocole retenu par l'OCDE dans l'enquête PIAAC.

C. Services publics et services aux publics

Commission présidée par Pierre Yves Geoffard

Cette commission s'intéresse à l'offre des services publics que ceux-ci soient produits dans un cadre public aussi bien que privé. Il s'agit notamment du suivi des retraites, du système éducatif, de la sécurité, des questions d'accès aux soins et du futur cinquième pilier de la sécurité sociale relatif à l'autonomie.

Dans le cadre du moyen terme 2009-2013, le Cnis met notamment l'accent sur les questions de méthodes :

- Dans le cadre des opérations d'évaluation de politiques publiques que les services statistiques ministériels (SSM) doivent maintenant mettre en œuvre (par exemple lors de la mise en place du RSA), le Cnis insiste sur la nécessité de respecter **l'indépendance professionnelle** du statisticien et rappelle que les résultats des opérations menées avec le label de la statistique publique doivent être **systématiquement publiés**.

L'évaluation de l'impact des politiques par **« la méthode de l'échantillon aléatoire »** pose des questions d'ordre éthique. Cette méthode, fréquemment utilisée en épidémiologie, consiste à faire bénéficier certains d'un dispositif alors que d'autres n'y ont pas accès pour pouvoir observer les écarts qui en résultent. Elle peut poser problème par les inégalités de traitement qu'elle engendre.

Pour rendre compte de la diversité des situations en matière économique et sociale il est nécessaire de **suivre les parcours individuels** que ce soit les trajectoires scolaires, l'insertion sur le marché du travail, le parcours de santé ou la transition emploi retraites. Il faut pour cela pouvoir coupler données administratives et enquêtes. Ces méthodes sophistiquées doivent être utilisées dans le respect du code de bonnes pratiques et notamment des règles de protection de la vie privée.

- La **Base « Élèves »,** mise en œuvre par l'Éducation Nationale, fait l'objet de critiques répétées au motif que les informations qu'elle contient dépasse largement l'objectif de gestion administrative – l'inscription de l'élève notamment – qui semblait lui être assigné. Aussi les informations sur la nationalité et même la catégorie sociale des parents ont été retirées de cette base, ce qui est dommageable pour les études qui peuvent être réalisées. Les enseignants et une partie des parents d'élèves n'ont pas forcément tort sur certains points. Le Cnis compte organiser une réunion spécifique sur ce thème : il faut travailler ensemble pour lever les ambiguïtés et trouver une solution qui convienne à tous.

D. Entreprises et stratégie de marché

Commission présidée par Lionel Fontagné

- **La refonte en cours des statistiques d'entreprises** (projet « Resane ») permet de disposer d'un système d'observation cohérent sur les entreprises en utilisant autant que possible les sources administratives. Il réduit la charge de réponse des entreprises. Le Cnis attend avec impatience la diffusion des résultats des données comptables par grand secteur.

Par ailleurs deux axes sont à développer :

- Tout d'abord une **meilleure compréhension de l'impact socio économique des activités des firmes multi nationales.** Pour cela il faudra développer la connaissance des **groupes d'entreprises** dans le prolongement du rapport du Cnis sur « les statistiques structurelles sur les groupes d'entreprises et leur sous groupes » et des échanges, notamment internationaux, entre leurs filiales.

- Ensuite il conviendra d'améliorer **le suivi des petites et moyennes entreprises et des entreprises intermédiaires**. Suite aux propositions d'un groupe du Cnis présidé par Michel Didier, directeur général de Rexecode, un décret définit quatre classes de taille d'entreprises, micro entreprises, moyennes entreprises, entreprises de taille intermédiaire et grandes entreprises. Il est maintenant possible de construire les indicateurs nécessaires, le Cnis attend leur publication.

Effet de la mondialisation et situation des PME, sur ces deux points la réactivité du SSP n'a pas été suffisante pour mesurer les effets de la crise.

- La connaissance des **associations** : un groupe de travail[6] sera créé suite à la suggestion de la Conférence de la vie associative.

E. Système financier et financement de l'économie

Commission présidée par Jean-Paul Pollin

- Depuis de nombreuses années le Cnis demandait que les statistiques produites par l'ACAM sur les assurances comme sur les mutuelles soient mises à disposition des services statistiques qui en feraient la demande. **Depuis 2009, la Banque de France exploite ces données et publie d'ores et déjà quelques résultats.**

- Un groupe de travail présidé par Gilles de Margerie sur **les « groupes financiers »** a mis en évidence l'écart entre la mesure de la valeur ajoutée des services financiers qui ressort des comptes nationaux et celle du produit net bancaire qui ressort des comptes de la profession. Il a également pointé le besoin d'approfondir **l'analyse en sous-secteurs d'activité ou en « métiers »** à un niveau fin qui est celui qui répondrait davantage aux attentes des professionnels.

Le Cnis souhaite que soit mis en place un groupe de travail technique associant l'Insee, la Banque de France, des associations professionnelles, ainsi que des représentants de toutes les institutions détentrices de données pertinentes, pour définir les sous secteurs d'activité pertinents et permettre d'établir des statistiques à ce niveau.

- **L'accès au crédit doit être mieux observé.** Pour les PME, une enquête est en cours sur leur financement. Le Cnis est par ailleurs à l'initiative d'un groupe de travail sous la présidence de Pierre Valentin, directeur général délégué du Crédit coopératif, sur la mesure et l'observation du **microcrédit** pour les candidats à la réinsertion économique.

- Plus généralement sur la connaissance du système financier et les conséquences de l'organisation de ce système sur les entreprises comme sur les particuliers, le SSP se heurte parfois à la difficulté d'obtenir les informations nécessaires auxquelles la loi lui donne pourtant accès. Les conditions d'une mise à disposition de l'information aux chercheurs ou au public sont aussi parfois difficiles à obtenir. Le Cnis espère que la convention que doivent signer l'Insee et la Banque de France sur la mise à disposition des données et le partage des rôles dans le système statistique public permette d'avancer sur cette question. Il est toutefois possible que celle-ci ne trouve de solution qu'au niveau européen.

[6] Le groupe de travail sur « la connaissance des associations » présidé par Édith Archambault a été créé en 2010, il rendra son rapport fin 2010.

F. Environnement et développement durable

Commission présidée par Guy Paillotin

Cette approche est transversale par excellence et plusieurs des thèmes qui s'y rapportent sont traités par d'autres commissions. C'est le cas notamment de la question de l'exclusion, de celle de la diversité des revenus, des patrimoines et de la consommation ou encore de celle des emplois verts.

Ces questions s'adressent à l'ensemble de la statistique publique, mais bien sûr plus particulièrement au SOeS et à l'Insee. Ces deux organismes collaborent d'ailleurs étroitement à la mise en œuvre des recommandations exprimées par le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi :

- pour améliorer la mesure du PIB,
- pour développer les indicateurs relatifs à la mesure de la qualité de la vie,
- pour établir un tableau de bord de la soutenabilité environnementale.

Le Cnis souligne la concertation engagée conjointement par le Conseil économique, social et environnemental, le Commissariat général au développement durable et le Cnis pour compléter les indicateurs liés aux défis de la Stratégie nationale de développement durable qui a notamment donné lieu à l'organisation de la conférence nationale du 20 janvier 2010.
Cette conférence a initié une réflexion qui se poursuivra au Cnis.

G. Territoires

Commission présidée par le sénateur maire d'Arras, Jean-Marie Vanlerenberghe

Le recensement de la population reste bien sûr la source privilégiée d'informations localisées. Les populations légales ont été transmises dans les délais pour ce nouveau recensement et le Cnis se félicite que le calendrier annoncé de diffusion des résultats statistiques ait été tenu.

Ce recensement est encore nouveau, l'information est complexe. Un groupe de travail du Cnis, présidé par Maurice Belliot délégué général de la fédération nationale des agences d'urbanisme est constitué pour informer, débattre et orienter la diffusion des résultats vers les différentes catégories d'utilisateurs.

Les acteurs locaux souhaitent disposer des outils statistiques nécessaires à l'analyse du territoire et au pilotage des politiques dont ils ont la charge, dans quatre directions principales : **les inégalités sociales, les nouvelles tendances de localisation des populations et des activités, la cohésion sociale des territoires, et le développement durable.** Dans ces quatre domaines le SSP progresse à partir du recensement ou du traitement des sources administratives. Le Cnis sera cependant particulièrement vigilant à la prise en compte des recommandations de deux groupes de travail ayant rendu leur rapport en 2009 : « Statistiques et nouvelles tendances de localisation des populations et des activités sur le territoire », présidé par Francis Cuillier et « Indicateurs sociaux départementaux », présidé par Joël Guist'hau.

Au-delà de la nécessité de disposer d'encore plus d'informations localisées, c'est la question de **la cohérence des données** qui se pose maintenant. La multiplicité des acteurs locaux et des sources d'informations utilisées impose de disposer d'outils partagés par tous - nomenclatures, concepts, méthodes ou indicateurs - pour garantir la cohérence de l'information et faciliter ainsi les comparaisons.

Enfin, la demande récurrente de pouvoir disposer d'une territorialisation des dépenses de l'État n'a pu encore être satisfaite. Il est indispensable que la Dgfip accepte de participer à un groupe de travail afin que soient définies les informations qu'elle devrait mettre à disposition des statisticiens.

2. Les enquêtes de la statistique publique en 2009

Les enquêtes de la statistique publique décrites ci-après ont été déclarées **d'intérêt général et de qualité statistique** après avoir été examinées par deux instances du Cnis :

- une commission du Cnis, un Cries, ou une instance équivalente, qui a émis un **avis d'opportunité**, attestant que l'enquête correspond à un besoin d'intérêt public et qu'elle ne fait pas double emploi avec d'autres sources statistiques,
- le Comité du label qui a délivré un **avis de conformité** au regard des objectifs énoncés : il s'est assuré de la qualité de l'opération statistique, de son processus, des normes statistiques et comptables et des tests du questionnaire réalisés avant l'enquête. Il a également vérifié qu'une concertation a été menée avec les partenaires concernés.

L'ensemble des enquêtes visées par le Cnis est inscrit au programme annuel publié par un arrêté au **Journal officiel**.

En 2009, 133 enquêtes figuraient au programme de la statistique publique.

Le service statistique public[7] a la responsabilité de la plupart de ses enquêtes (118 sur 133).

Les autres organismes qui contribuent à ce programme d'enquêtes en 2009 sont les suivants :

Banque de France :	4 enquêtes
Artema (syndicat professionnel) :	3 enquêtes
IRDES (Institut de recherche et documentation en économie de la santé):	2 enquêtes
Dger (Direction générale des études et recherches du ministère de l'agriculture) :	2 enquêtes
Cereq (Centre d'étude et de recherche sur les qualifications) :	1 enquête
Ined (Institut national d'études démographiques) :	1 enquête
Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) :	1 enquête
OND (Observatoire national de la délinquance) :	1 enquête

Les 133 enquêtes de 2009 se répartissent donc ainsi :

Producteur	**Part des enquêtes** dont ils ont la charge en 2009
Insee	38,3%
SSM	50,4%
Autres producteurs	11,3%
Tous producteurs	**100%**

La moitié des enquêtes sont de la responsabilité d'un service statistique ministériel.

Pour la première fois en 2009, le Cnis a établi un suivi systématique de ces enquêtes.
Il a pour cela sollicité les différents producteurs avec trois objectifs :

- établir un panorama plus complet des enquêtes de l'année,
- pointer les éventuelles difficultés de production,
- connaître les délais de diffusion envisagés.

Remarques.

Trois producteurs n'ont pas répondu à la sollicitation du Cnis. Cela révèle peut-être des difficultés, par exemple de partage de responsabilité concernant les enquêtes « Tourisme ». Cette question est en cours de résolution.

Seize enquêtes n'ont pas fait l'objet d'un suivi détaillé : 10 enquêtes donnant lieu à la publication des principaux indicateurs conjoncturels de l'Insee et 6 enquêtes d'initiative régionale.

*Les tableaux ci-après portent donc sur **102** enquêtes en 2009[8].*

[7] Le service statistique public (SSP) comprend l'Insee et les services statistiques ministériels (SSM)

[8] 102 = 133 enquêtes du JO - 16 enquêtes non suivies - 15 enquêtes non renseignées par les producteurs.

2.1. Panorama des enquêtes 2009

Part des enquêtes « permanentes » ? part d'innovation ?

En 2009,

- **la moitié des enquêtes sont « permanentes »**
- **la capacité d'innovation reste importante**

• La moitié des enquêtes programmées en 2009 ont un caractère « permanent » (54 enquêtes).
Cette proportion se vérifie pour tous les « gros » producteurs.
On considère qu'une enquête présente un caractère « permanent » lorsqu'elle a bénéficié d'au moins un renouvellement de l'avis de conformité du Cnis.
Pour la plupart, ces enquêtes sont donc réalisées depuis plus de 5 ans.

• La part des enquêtes nouvelles est cependant relativement importante (23 %) et comporte une bonne part d'enquêtes d'initiative purement française (14 enquêtes sur 23).
On considère qu'une enquête présente un caractère « nouveau » lorsqu'elle est réalisée en 2009 dans le cadre de son premier avis de conformité. Elle est donc récente. Elle a lieu depuis moins de 5 ans.

	Nombre	Part
1-Enquête "nouvelle" : dans le cadre du 1er avis de conformité du CNIS	23	*23%*
2-Enquête "rééditée" : épisodique, périodicité > un an	25	*25%*
3-Enquête "renouvelée", mensuelle, trimestrielle ou annuelle	54	*52%*
Toutes enquêtes en 2009	**102**	***100%***

Source : fiches de suivi d'enquêtes 2009 - Cnis

Quelques exemples d'enquêtes « nouvelles »
- Cohorte Constances (Consultants des Centres d'Examens de Santé de la sécurité sociale)- *Inserm*
- Enq sur les bénéf. de la prest compensation du handicap (PCH) et de l'allocation compensatrice de tierce personne (ACTP)-*DRESS*
- Enq de suivi des jeunes participant à l'expérimentation contrôlée « Accompagnement des jeunes s'engageant dans une démarche d'apprentissage »- *Dares-CREST*
- Enquête « Panel de bacheliers 2008 »- *Sies*
- Enquête pilote européenne sur l'activité à l'étranger des groupes français (« Outward FATS »)-*Insee*
- Enquête sur les privations matérielles, module secondaire de l'enquête SRCV 2009-*Insee*
- …

Part des enquêtes liées à l'Europe ?

En 2009,

- **la moitié des enquêtes restent d'initiative purement française**
- **le poids de l'Europe pèse surtout en terme de données à restituer à partir des enquêtes.**

• Près de la moitié des enquêtes sont liées à l'Europe.
(49 sur 102).

Dans plupart des cas (29), ce lien est une obligation de résultat (données à transmettre à Eurostat) et non pas un lien méthodologique.

• Il n'y a pas de prépondérance particulière de l'Europe dans les enquêtes nouvelles ou épisodiques. 18 d'entre elles (sur 48) sont liées à l'Europe. Soit un taux moindre que celui portant sur l'ensemble des enquêtes.

	Nombre	Part
1-Questionnaire de l'enquête entièrement défini par un règlement	5	*5%*
2-Questionnaire partiellement défini par un règlement	15	*15%*
3-Enquête servant à répondre à un règlement	29	*28%*
4-Enquête purement française.	53	*52%*
Toutes enquêtes en 2009	102	*100%*

Source : fiches de suivi d'enquêtes 2009 - Cnis

Quelques exemples d'enquêtes liées à l'Europe
- Enquête sur les collectivités locales et l'environnement : volet eau et assainissement-*SoeS-SSP*
- Enquêtes sur les technologies de l'information et de la communication-*Insee*
- Enquêtes « Cheptels » : bovin, porcin, ovin et caprin-*SSP*
- Enquête statistique auprès des opérateurs ferroviaires-*SOeS*
- Enquête pilote européenne sur l'activité à l'étranger des groupes français (« Outward FATS »)…*Insee*

Part des enquêtes à périodicité annuelle ?

En 2009,

- **le poids des enquêtes annuelles « permanentes » est relativement élevé :**

30 % des enquêtes

41 % des enquêtes sont à périodicité annuelle.

(Les enquêtes « permanentes » sont celles pour lesquelles l'opportunité et la conformité ont été renouvelées au moins une fois, qui donc sont effectuées, pour la plupart au moins depuis 5 ans)

Périodicité	Nombre	Part
1- Unique	4	*4%*
2- Episodique	26	*25%*
3- Annuelle	42	*41%*
4- Trimestrielle	18	*18%*
5- Mensuelle	6	*6%*
6- Infra annuelle - autres	6	*6%*
Toutes enquêtes en 2009	102	*100%*

Source : fiches de suivi d'enquêtes 2009 - Cnis

Les principales enquêtes annuelles (triées par estimation de moyens décroissante)

- Enquêtes annuelles de recensement – *Insee*
- Enquête sectorielle annuelle (ESA) - *Insee*
- Enquête Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) - *SSP*
- Enquête annuelle du dispositif d'enquêtes de victimation - *OND*
- Enquête Teruti-Lucas- *SSP*
- Enquêtes « Statistiques sur les revenus et les conditions de vie » (SRCV) - *Insee*
- Enquête annuelle sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires (ECMOSS)- *Dares*

…

Part des enquêtes concernant la France entière ou uniquement la métropole ?

En 2009,

- **la moitié des enquêtes concernent les DOM.**

La moitié des enquêtes ont un champ limité à la métropole. Certaines enquêtes cependant, comme l'enquête Emploi comporte un volet spécifique pour les DOM.

(Il faudra observer ce chiffre dans le temps)

Périmètre géographique de l'enquête	Nombre	Part
1- France entière	40	*40%*
2- Métropole	51	*50%*
3- DOM (tous)	3	*3%*
4- Une ou plusieurs régions	2	*2%*
5- Autre	5	*5%*
Total	101	*100%*

Source : fiches de suivi d'enquêtes 2009 - Cnis

Quels niveaux géographiques pour la diffusion ?

En 2009,

- **30 % des enquêtes fournissent des résultats territoriaux.**

Sont-ils tous valorisés à ce niveau ?

30 % des enquêtes produisent des résultats sur des territoires régionaux ou infrarégionaux.

Géographie des résultats	Nombre	Part
1- France entière	27	*27%*
2- Métropole	43	*43%*
3- Régions	12	*12%*
4- Autres(Infra régional, départements, autres territoires)	19	*19%*
Total	101	*100%*

Source : fiches de suivi d'enquêtes 2009 - Cnis

2.2. Suivi des enquêtes en 2009

2.2.1 La collecte

La collecte a été retardée pour moins de 10 enquêtes.

L'estimation du retard effectif est difficile : les dates d'enquêtes prévues et effectives sont souvent renseignées pour des périodes larges ; Il conviendrait de demander des dates plus précises pour le suivi des années ultérieures.

Les enquêtes dont la collecte a été retardée

Producteur	Intitulé de l'enquête	Commentaires	Retard Remarques
Artema-Insee	Enquête expérimentale sur les ressources en transmissions hydrauliques et pneumatiques	Quelques problèmes dus à la nouveauté de l'enquête et à la typologie de certaines stés	
Dares	E. Surveillance médicale des risques professionnels (Sumer 2008-2009)	Difficultés liées à la réforme de l'organisation de la médecine du travail	3 mois ?
DPMA	Enquête aquaculture	La collecte a pu débuter seulement fin septembre 2009	2 à 3 mois
Drees	Enquête nationale périnatale 2009 (ENP2009)	En raison du risque de pandémie grippale, la DGS, la Drees et l'Inserm ont suspendu la collecte de l'Enquête Nationale Périnatale qui devait démarrer le 5 octobre dans le souci de ne pas surcharger les maternités par un travail de collecte statistique	3 à 6 mois ?
Drees	Enq sur les bénéf. de la prest compensation du handicap (PCH) et de l'allocation compensatrice de tierce personne (ACTP)	Décalage du calendrier suite à premier appel d'offres infructueux.	6 mois ?
SOeS	Enquête sur l'activité des entreprises de transport urbain et routier de voyageurs	La collecte devrait se terminer en janvier 2010	?
SOeS	Enquête sur les conditions de travail des conducteurs du transport routier de marchandises	Suite aux difficultés rencontrées sur l'exploitation des enquêtes précédentes (2006-2007-2008), l'enquête 2009 n'a pas été réalisée et celle de 2010 ne le sera également pas	Suppression de l'enquête
SOeS	Enquête « Transit » 2009 sur les flux routiers de marchandises franchissant les barrières alpine et pyrénéenne ou en transit via d'autres frontières à travers le territoire français	L'enquête a été reportée pour des raisons d'organisation financière et de collecte sur le terrain. Contrairement à ce qui était initialement prévue, la collecte sur le terrain sera entièrement sous-traitée	1 an

→ Peu de reports d'enquêtes en 2009

2.2.2 Les prévisions de diffusion à partir des enquêtes 2009

Remarques préalables.

*→ Les prévisions de diffusion sont ici analysées uniquement pour les **72 enquêtes** à périodicité annuelle ou supérieure à l'année.*

Les enquêtes infra-annuelles ont des contraintes de diffusion spécifiques et plus fortes, qu'il conviendra d'étudier différemment.

Quels types de diffusion prévisionnels ?

Sans surprise, la diffusion de type « chiffres clés » (diff3) est la plus fréquemment citée : 79 % des enquêtes prévoit ce mode de diffusion.

Par contre, la diffusion sous forme de « synthèses » (diff 4) n'est annoncée que pour 54 % des enquêtes. Ce chiffre sera sûrement plus élevé. Ce faible score montre sans doute un manque d'anticipation sur les dates de diffusion des analyses plus approfondies.

La diffusion de données détaillées (diff2) n'est prévue que pour 58 % des enquêtes. Il semblerait cependant qu'elle soit plus anticipée pour les enquêtes nouvelles qui prévoient à 67 % ce mode de diffusion.

A noter que ces pourcentages sont sans doute sous-estimés. La « capacité à prévoir » reste en effet à améliorer.

Types de diffusion prévus	Nombre d' enquêtes	Part
Diff 1 - Alimentation de processus aval comptes nationaux, Eurostat, bases multisources… "	34	*47%*
Diff 2- Données détaillées bases de données, fichiers détail tout public ou public spécifique (chercheurs, collectivités…)…"	42	*58%*
Diff 3 - Chiffres clés, principaux résultats ""4 pages"", indicateurs, indices…"	57	*79%*
Diff 4 - Synthèses, analyses, publications de références, éventuellement multisources	39	*54%*
Diff5 - Valorisation, communication, site internet dédié, séminaire, conférence…	25	*35%*

Ex. de lecture : 58 % des enquêtes prévoient une diffusion de données détaillées

Source : fiches de suivi d'enquêtes 2009 - Cnis

.

Quels délais de diffusion prévisionnels ?

La première diffusion est en moyenne prévue **7,4 mois** après la collecte.
Pour les enquêtes renouvelées, ce délai est réduit à 6 mois, sans doute du fait de l'expérience.

Toutes les enquêtes prévoient une publication de **chiffres clés** dans l'année qui suit la collecte. Le délai moyen de publication étant de 8,9 mois.

L'alimentation des processus type « comptes » et « Eurostat » est également prévue assez rapidement par toutes les enquêtes concernées.

Les autres types de diffusion (base et fichiers, synthèses, valorisation) ont des dates prévisionnelles plus lointaines, en moyenne supérieure à un an et très variables suivant les enquêtes.

Restera à comparer les délais effectifs à ces prévisions…

Délai pour la première diffusion	*en mois*
1-Enquête "nouvelle"	9,2
2-Enquête "rééditée"	8,4
3-Enquête "renouvelée"	6,0
Toutes enquêtes	**7,4**

Source : fiches de suivi d'enquêtes 2009 - Cnis

Délais moyen de diffusion prévus	*en mois*
Diff 1 - Alimentation de processus aval comptes nationaux, Eurostat, bases multisources "	7,5
Diff 2- Données détaillées bases de données, fichiers détail tout public ou public spécifique (chercheurs, collectivités…)…"	12
Diff 3 - Chiffres clés, principaux résultats ""4 pages"", indicateurs, indices ."	8,9
Diff 4 - Synthèses, analyses, publications de références, éventuellement multisources	13,1
Diff5 - Valorisation, communication, site internet dédié, séminaire, conférence…	14,8

Source : fiches de suivi d'enquêtes 2009 - Cnis

Annexe 1 : Bilan détaillé par commission

A - Démographie et questions sociales

Le champ de compétence de cette commission concerne l'observation des populations, de leurs revenus et de leur patrimoine, du pouvoir d'achat et de la mesure des prix à la consommation, des conditions de vie sous ses différents aspects.

A.1 Les statistiques publiques du domaine « Démographie et questions sociales »

Les principaux services producteurs concernés sont l'Insee, l'Ined et le Meeddm-SoeS.

➢ Sur le thème de la démographie

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Insee	Bilan démographique de la France	Annuelle
	Estimations de population au niveau de la France, de ses régions et de ses départements	Annuelle
	Projections de population et de ménages	Épisodique
	Démographie de la France et de ses territoires. Population, famille-ménages, immigration et flux migratoires	Annuelle
Ined	Suivi démographique national et international. Familles, fécondité, mortalité, immigration.	Variable suivant les sujets
SDSE - *Justice*	Divorces, PACS et adoptions	Annuelle
DSED - *Immigration*	Visas, titres de séjours, contrats d'accueil et d'intégration, demandes d'asile, naturalisations….	Annuelle

➢ Sur le thème des revenus et du patrimoine, du pouvoir d'achat et de la mesure des prix à la consommation

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Insee	Indices des prix à la consommation et des prix de la grande distribution	Mensuelle
	Comptes nationaux de revenu, pouvoir d'achat et consommation des ménages	Trimestrielle, Annuelle
	Revenus et patrimoine des ménages. Enquêtes et exploitation des fichiers des services fiscaux. Dispositif SRCV.	Annuelle (revenus) Épisodique (patrimoine)
	Inégalités de niveaux de vie	Annuelle
	Pauvreté monétaire et pauvreté en conditions de vie	Annuelle
Drees	Allocataires des minimas sociaux : RSA, minimum vieillesse, **parent isolé, adultes handicapés…**	Annuelle
Cnaf	Allocataires et allocations versées par les caisses d'allocations familiales.	Annuelle
Cnav	Bénéficiaires et comptes de l'assurance vieillesse	Annuelle
MSA	Bénéficiaires du régime agricole : cotisants, prestations	Annuelle

➢ Sur le thème des conditions du logement

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Meeddm SoeS	Indice des prix de l'entretien-amélioration des logements (IPEA)	Trimestrielle
	Indice du coût de la construction des logements neufs (ICC)	Trimestrielle
	Commercialisation des logements neufs : volumes et prix	Trimestrielle
	Maisons individuelles : caractéristiques et prix des terrains à bâtir et des maisons. (Enquête EPTB)	Annuelle
	Parc locatif social : parc, vacance et mobilité, prix des loyers	Annuelle
	Comptes du logement	Annuelle
	Les logements et leurs occupants (type de ménages, revenus) - Mutations immobilières- Trajectoires résidentielles - Source : Filocom, base de données constituée par la DGFIP pour le compte du Meedm-SoeS.	Annuelle ?
Insee	Parc de logement et de ses occupants (Recensement)	Annuelle
	Conditions de logement des ménages, confort, effort financier, aides (enquête Logement, dispositif SRCV)	Épisodique
	Sans abri	Épisodique
	Indice des loyers	Trimestrielle
Notaires-Insee	Prix des logements anciens	Trimestrielle

➢ Sur le thème des conditions de vie (autre que le logement)

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Insee	Opinion des ménages sur l'économie et leur situation personnelle (Enquête Camme)	Mensuelle
	Consommation des ménages - Budget des familles	Épisodique
	Équipement et usages des ménages dans le domaine des technologies de l'information et de la communication	Annuelle
	Emploi du temps	Épisodique
	Parité	Annuelle
	Participation électorale	Épisodique
Deps*-Culture*	Pratiques culturelles des français	Divers
Meos*-Jeunesse, sports et vie associative*	Pratiques sportives et associatives des français	Épisodique

A.2 Les nouveautés en 2009 dans le domaine de la démographie

➢ La diffusion d'informations nouvelles en 2009

➢ **La publication des résultats du recensement de la population est l'événement le plus notable de l'année 2009**

Les résultats sont pour la première fois issus d'une méthodologie désormais annualisée.
C'est là l'aboutissement, en temps et en heure, selon le dispositif annoncé, d'un grand chantier fondamental pour l'observation des territoires.
Les différents niveaux de mise à disposition, de la fiche « chiffres clés » aux fichiers détail, permettent une utilisation large, par différents publics, du moins au plus averti.

➢ **La mesure des inégalités sociales s'est affinée et enrichie de nouveaux concepts**

- Les revenus du patrimoine sont désormais pris en compte dans la mesure des niveaux de vie, qu'il s'agisse du patrimoine financier ou immobilier.
La mesure des inégalités de niveau de vie selon les catégories socioprofessionnelles et selon l'âge en est modifiée.

La prise en compte des revenus du patrimoine dans la mesure des inégalités

- La détermination de dépenses dites « pré-engagées »[9] permet d'analyser le pouvoir d'achat et la consommation selon des concepts plus proche de la situation perçue par des ménages**.**

Revenu "arbitrable" et évolution du pouvoir d'achat "arbitrable

- La disparité du mode de consommation des ménages est maintenant mesurable. La part des différentes dépenses (« pré-engagées », alimentaires, épargne…) est établie selon plusieurs catégories de revenus.

Les inégalités entre ménages dans les comptes nationaux

- Des indicateurs d'inégalités sociales ont par ailleurs été publiés et mis à jour, suite au rapport du groupe de travail du Cnis sur les « Niveaux de vie et inégalités sociales ».

Indicateurs d'inégalités sociales

➢ **A noter également la publication de résultats apportant des éclairages nouveaux sur les valeurs et le comportement des ménages :**

- Les résultats de l'enquête européenne sur les valeurs (Enquête European Values Survey, EVS - 2008)

L'évolution des valeurs en France

- Les résultats de l'enquête sur les pratiques culturelles des français (2008).

Les pratiques culturelles des Français en 2008

- Des résultats sur les comportements familiaux (adoption, divorces)

L'adoption simple et plénière en 2007 : des projets différents
Les divorces prononcés de 1996 à 2007

➢ **Signalons enfin la mise à disposition de chiffres sur l'immigration** (visas, titres de séjours, naturalisations…)

Chiffres sur l'immigration sur internet (DSED)

➢ Les opérations en cours en 2009

➢ ***Démographie***

- L'enquête « famille » a été testée en 2009, elle sera associée au recensement de 2011. *Insee.*
- Une méthode d'estimation du nombre d'enfants des familles recomposées a été élaborée. Elle pourrait désormais produire des estimations annuelles. *Insee.*

➢ ***Immigration***

- L'enquête TeO est en cours d'exploitation, les résultats devraient être disponibles au premier semestre 2010.

Cette enquête mesure les inégalités de situation dans différentes sphères de la vie sociale (logement, emploi, vie familiale…) et la perception des inégalités de traitement, liées notamment à l'origine ou la couleur de peau. *Insee/Ined.*

[9] Les dépenses « pré-engagées » sont réalisées par les ménages dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Elles comprennent les dépenses liées au logement (loyers réels et imputés et autres frais liés : eau, gaz, électricité, ...), les frais de cantine, les services de télécommunications, assurances (hors assurance-vie) et services financiers.

➢ ***Conditions de vie***

- Enquête européenne « SRCV ». Les premiers résultats sont attendus pour 2011.

Il s'agit du module secondaire de l'enquête communautaire annuelle, qui porte sur les privations matérielles. *Insee.*

- Enquête « Patrimoine des ménages 2009». Les premiers résultats sont attendus pour le 2° semestre 2010.

Cette enquête a pour objectif de décrire les actifs financiers, immobiliers et professionnels des ménages. *Insee.*

- Enquête « Emploi du temps 2009 ». Les premiers résultats sont attendus pour mi 2011.

Cette enquête mesure la manière dont les personnes organisent leur temps, individuellement et au sein du ménage. *Insee.*

- Enquête « Activités physiques et sportives en France en 2009 ». *(Meos, partenariat INSEP).*

➢ Les opérations différées

- Les estimations des flux d'entrée et de sortie du territoire se heurtent à des difficultés méthodologiques.

A.3 Le suivi des avis 2009 dans le domaine de la démographie

1. Pour mieux faire le lien entre les données macro-économiques de la comptabilité nationale et les données micro-économiques des enquêtes auprès des ménages, le Conseil encourage l'Insee à poursuivre les tentatives actuelles **d'élaboration d'une décontraction du compte des ménages par catégories en comptabilité nationale**. (avis de la formation démographie, conditions de vie)

Description de l'opération	Ventilation du compte des ménages en comptabilité nationale par catégories de ménages
Service(s) responsables du suivi	Insee- Département des comptes nationaux et Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages
État d'avancement fin 2009	**Opérations réalisée** En juin 2009, le compte des ménages a été ventilé sur une année de référence (2003) jusqu'au revenu disponible brut, la consommation et l'épargne. Cette ventilation sera également publiée sur les transferts sociaux en nature, permettant de descendre jusqu'au revenu disponible brut ajusté. Suites attendues En 2010 et au-delà, les travaux devraient se poursuivre dans deux directions : évolution du revenu et calcul de séries de pouvoir d'achat par catégorie ; ventilation du patrimoine des ménages

2. Pour compléter l'information sur **l'évolution des prix**, le Conseil encourage l'Insee à examiner la possibilité d'utiliser à terme les tickets de caisse pour faciliter les comparaisons spatiales de niveau et d'évolution des prix. Il recommande de poursuivre les efforts pour la mise en place d'un indice du logement neuf. (avis de la formation démographie, conditions de vie)

Description de l'opération	Exploitation des données de caisse de la grande distribution
Service(s) responsables du suivi	Insee - DSDS - division des prix à la consommation
État d'avancement fin 2009	**En cours -** Projet lancé en septembre 2009
Date de collecte : Date prévue des premiers résultats	2013 à 2015 **2013 à 2015**

3. Le Conseil prend note de la réalisation du **premier cycle quinquennal d'enquêtes de recensement. Il examinera avec attention les conditions de livraison des populations légales aux collectivités locales et les premiers résultats statistiques du recensement.** Il recommande que la mise en place du dispositif complet de diffusion des résultats du recensement au niveau régional et local y compris infra communal soit accompagnée d'un **plan de communication adapté**. Il souhaite que le sous-groupe du Cnis sur l'utilisation communale et infra communale du recensement de la population soit associé à l'élaboration de ce plan. (avis de la formation démographie, conditions de vie)

Service(s) responsables du suivi	1 - Insee - Département de la démographie 2 - Insee - Direction de la diffusion et de l'action régionale - Départements de l'offre éditoriale et Insee info service.

État d'avancement fin 2009	**Réalisé** 1 - Les résultats des populations légales ont été communiqués aux communes en fin d'année 2008. L'information préalable des communes, la forme de la mise à disposition et les réponses aux questions ont fait l'objet d'un plan d'action de l'Insee qui a permis un déroulement très satisfaisant de l'opération. 2 - Les résultats statistiques du recensement 2006 ont été diffusés, dans le calendrier annoncé, au second semestre 2010, y compris au niveau du quartier Iris. Des rencontres ont été organisées avec les principaux utilisateurs des données.
	En cours - Reste à pérenniser le dispositif (les données sont annuelles) en tenant compte notamment des remarques et demandes émises dans le nouveau groupe du Cnis sur le sujet, et à y ajouter le dispositif de diffusion infra communale sur des zones « à façon » pour les acteurs publics locaux, qui doit être mis en place à la fin de l'année 2010.

4. Le Conseil prend note de la rénovation des **enquêtes « Patrimoine » et « Revenus fiscaux »** qui permettra de mieux suivre le haut de la distribution des revenus comme l'a recommandé le rapport Freyssinet sur les inégalités sociales. Il réitère son souhait que soit publié chaque année un bilan de l'évolution des inégalités. Il se félicite de l'extension aux Dom de l'enquête « Patrimoine ». (avis de la formation emploi - revenus)

Description de l'opération	Enquête Patrimoine
Service(s) responsable(s) du suivi	DSDS - division revenus et patrimoine des ménages
État d'avancement fin 2009	**En cours**
Date de collecte : Date prévue des premiers résultats	Octobre 2009-janvier 2010 **2nd semestre 2010**
Description de l'opération	Rénovation de l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux
Service(s) responsable(s) du suivi	DSDS - division revenus et patrimoine des ménages
État d'avancement fin 2009	**En cours**
Date prévue des premiers résultats	**2012**

5. Le Conseil appuie l'idée de remplacer l'enquête trimestrielle actuelle auprès de ménages locataires par une enquête directe auprès des bailleurs, pour le calcul de **l'indice des loyers d'habitation du secteur social.** Pour le parc privé, le Conseil invite l'Insee à poursuivre les réflexions méthodologiques engagées pour prendre en compte des données de loyer déjà collectées par des organismes représentant les bailleurs et les locataires. (avis de la formation urbanisme, équipement, logement)

Description de l'opération	Refonte de l'enquête Loyers et Charges pour sa partie portant sur le secteur social
Service(s) responsable(s) du suivi	DSDS, Division logement
État d'avancement fin 2009	**En cours**
Date de collecte : Date prévue des premiers résultats	Deuxième semestre 2011 **Premier semestre 2012**

6. Le Conseil soutient le projet de **refonte de l'enquête sur le parc locatif social** et les axes retenus : obligation de réponse assise sur un acte législatif spécifique, collecte au logement, et rapprochement avec les systèmes d'information des bailleurs pour minimiser la charge de réponse. Il souhaite que cette enquête rénovée soit réalisée **dès 2010** après que les projets législatifs aient été soumis au Parlement. (avis de la formation urbanisme, équipement, logement)

Description de l'opération	L'enquête sur le parc locatif social sera remplacée à compter du 1er janvier 2010 par le répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux. (…) Ce répertoire sera renseigné par des informations transmises chaque année avant le 1er mars par les bailleurs sociaux (…)
Service(s) responsable(s) du suivi	SOeS – Sous direction de l'observation statistique du logement et de la construction
État d'avancement fin 2009	**En cours**. Les travaux avec le prestataire retenu pour les développements informatiques ont commencé en juillet 2009. L'application doit être opérationnelle au 1er janvier 2011.
Date de collecte : Date prévue des premiers résultats	Début 2011 (organismes propriétaires de plus de 1 000 logements), début 2012 pour les autres **Automne 2011**

B - Emploi, qualification et revenus du travail

Le champ de compétence de cette commission concerne les caractéristiques de l'offre et de la demande de travail tant au plan quantitatif que qualitatif.
Il intègre notamment les enjeux de la qualification et de la formation professionnelle tout au long de la vie.
Il comprend également la connaissance des revenus issus du travail qui constituent une composante essentielle du marché du travail.

B.1 Les statistiques publiques du domaine « Emploi, qualification et revenus du travail »

Les principaux producteurs concernés sont l'Insee, la Dares, Pôle emploi et le Cereq.

➢ Sur le thème de l'emploi et du chômage

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Insee	Activité et l'emploi, données de cadrage nationales : taux d'emploi et taux d'activité, conditions d'emploi (temps de travail, profession, contrats, sous-emploi, etc.), caractéristiques des individus (sexe, âge, diplômes, expérience et ancienneté…). *(Enquête Emploi)*	Trimestrielle Annuelle
	Estimations d'emploi. Analyse conjoncturelle ; analyse locale (régions, départements, zones d'emploi) et analyse selon des secteurs d'activité fins	Trimestrielle Annuelle
	Créations d'emplois salariés dans le secteur concurrentiel	Trimestrielle
	Emploi dans la fonction publique, dans l'agriculture	Annuelle
	Chômage « au sens du BIT ». *(Enquête Emploi).*	Trimestrielle-Annuelle
	Transitions sur le marché du travail, entre chômage et emploi (*Enquête Emploi-panel).*	Annuelle
	Projections de population active	Épisodique
Dares	Estimations d'emploi salarié et intérimaire	Trimestrielle
	Flux d'emploi (embauches et sorties), *Déclaration de Mouvements de Main-d'Oeuvre (DMMO) et Enquête sur les Mouvements de Main-d'œuvre (EMMO)*	Mensuelle (DMMO) Trimestrielle (EMMO) Annuelle (recaps)
Dares/ Pôle emploi	Demandeurs d'emploi : statistiques mensuelles	Mensuelle
	Motifs de sortie des listes des demandeurs d'emploi et nature des emplois retrouvés (*Enquête Sortants)*	Trimestrielle
Pôle emploi	Le chômage indemnisé	Mensuelle
Autres producteurs	De nombreux organismes contribuent à la connaissance de l'emploi dans leur domaine d'activité • Emploi culturel (Deps) • Emploi dans la fonction publique (DGAFP) • Emploi et rémunérations des personnels des établissements de santé (Drees) • Emploi dans les associations et emploi sportif (Meos) • Les agents de la Défense (OED) • Personnel de la marine marchande, emploi maritime, personne marinier (SoeS) • Employeurs, salariés et non salariés du régime agricole (MSA) • Emploi territorial (CNFPT)	Annuelle

➢ Sur le thème de la qualification

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Dares **Insee**	Statistiques sur les métiers et la qualification à partir de différentes enquêtes *(Emploi, Recensement, Formation et qualification professionnelle…)*	Annuelle Épisodique
Insee	Mobilités professionnelles et sociales (Enquêtes FQP, fichiers DADS)	Épisodique
	Relations entre diplômes et qualification professionnelle (Enquêtes FQP)	Épisodique

➢ Sur le thème de la formation professionnelle

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Cereq	Pratiques de formation des employeurs et des salariés, *en s'appuyant notamment sur les enquêtes européennes* (*Enquête FC 2006 ou AES pour « Adult Education Survey ») et enquête CVTS (Continuing Vocational Training Survey)*	Épisodique
Insee ***Cereq*** ***Dares***	Conditions de la formation tout au long de la vie *(Enquête « Formation continue », complémentaire à l'enquête emploi (dernière enquête en 2006))*	Épisodique
Dares ***Cereq***	Statistiques sur les dépenses des entreprises et des administrations en formation continue	Épisodique ?

➢ Sur le thème de l'insertion

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Cereq	Insertion et parcours professionnels à la sortie du système éducatif *(Enquêtes « Génération »)*	Épisodique
Dares	Statistiques sur les bénéficiaires des différents contrats d'insertion du plan de cohésion sociale et sur l'insertion par la valorisation des acquis	Divers
	Statistiques sur l'insertion des travailleurs handicapés	Divers
Insee	Lien entre le diplôme et le type d'emploi (statut, type de contrat) - *Enquête Emploi*	Annuelle ?
Deps	Insertion des diplômés de la culture (Deps) à l'aide des enquêtes « Génération » du Cereq	Épisodique
Meos	Insertion des diplômés du domaine sportif (Meos) à l'aide des enquêtes « Génération » du Cereq	Épisodique
Dger	Cheminement scolaire et professionnel des anciens élèves et apprentis de l'enseignement agricole	
Sies	Devenir des bacheliers	
Depp	Insertion des jeunes sortis de l'enseignement scolaire ou de l'apprentissage	

➢ Sur le thème des revenus du travail

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Insee DGAFP	Les salaires par secteurs d'activité, qualification, types de contrat, région… à l'aide des DADS, des fichiers des agents de l'État	Annuelle
	Les revenus des travailleurs indépendants et des agriculteurs	Annuelle
	La structure des rémunérations et du coût du travail *(Enquête annuelle Ecmoss)*	Annuelle
Dares	Indices conjoncturels de salaires par secteurs d'activité et catégories socio-professionnelles *(Enquête Acemo trimestrielle).*	Trimestrielle

➢ Sur le thème des conditions de travail

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Dares	Conditions de travail. Techniques et organisation du travail, temps de travail, travail de nuit, sécurité, pénibilités physiques et risques professionnels, santé au travail, relations professionnelles…	Divers
Dares DGAFP	Santé et travail - Risques professionnels (Enquête SUMER)	Épisodique
Drees	Santé et travail - Santé et itinéraire professionnel (Enquête SIP)	Épisodique
SOeS	Durée du travail et rémunérations des transporteurs routiers	Trimestrielle
CEE	Enquêtes sur les changements organisationnels et l'informatisation	Épisodique

B.2 Les nouveautés en 2009 du domaine « Emploi, qualification et revenus du travail »

➢ La diffusion d'informations nouvelles en 2009

➢ Un regard plus complet et diversifié sur l'emploi

- Une meilleure qualité des estimations d'emploi

Depuis septembre 2009, les estimations d'emplois nationales sont réalisées avec le dispositif Estel (Estimations d'emploi localisé). Ce dispositif améliore la qualité des estimations : prise en compte de la multi-activité, amélioration des sources en amont, concept d'emploi au sens du Bureau International du Travail (BIT), délais plus courts…

Estimations annuelles d'emploi 31 déc 2007 sur la base de la méthode « Estel »

- Une connaissance plus approfondie des travailleurs indépendants

Les indépendants : profil et revenus

- Une description du « halo » entre emploi et chômage

Suite aux recommandations du groupe de travail du Cnis présidé par Jean Baptiste de Foucauld, des travaux ont rapidement été engagés et on donné lieu, en 2009 à une meilleure appréhension des situations intermédiaires entre chômage et activité.

Le « halo » du chômage : entre chômage BIT et inactivité

- Des informations nouvelles sur les trajectoires des demandeurs d'emploi

Les premiers résultats de l'enquête « Entrants » réalisée sur un panel de demandeurs d'emploi en décembre 2008 (Pôle Emploi)

"Entrants" au chômage en décembre 2008

Un travail exploratoire sur l'analyse des trajectoires à l'aide d'un appariemment dads/demandes d'emploi (Dares)

- Trajectoires professionnelles des demandeurs d'emploi).

➢ **De nombreux résultats sur l'insertion professionnelle à la sortie du système éducatif**

L'exploitation de l'enquête « Génération 2004 » (observation 2007) a donné lieu à plusieurs publications sur l'insertion et les parcours professionnels à la sortie du système éducatif.

L'insertion des sortants de l'enseignement secondaire, trois ans après (Cereq)
L'Insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur de la culture (Deps)
L'accès au premier emploi des diplômés « jeunesse et sports » (Meos)
Insertion des jeunes issus des formations environnementales (SOeS)

Des résultats plus spécifiques ont également été diffusés :

Le devenir en 2008 des diplômés du BEPA sortis en 2004 **(**Dger)
Le devenir des diplômés du BTSA sortis en 2004 (Dger)

➢ **Des éclairages sur l'insertion des bénéficiaires de différents dispositifs d'accompagnement** (Dares)
L'insertion professionnelle, six mois après la sortie de contrats aidés : une analyse des salariés sortis en 2007 de CIE, CI-RMA, CAE et CAV

➢ **Des nouvelles données de référence sur la formation continue**

Un panorama de la formation continue en 2006 est désormais disponible : origine de la formation, accès et recours à la formation, organisation et modalités des formations, l'après formation….Des résultats issus de l'exploitation de plusieurs enquêtes européennes.

Repères sur les pratiques de formation des employeurs et des salariés (Cereq)
La formation tout au long de la vie (Insee - Enquête complémentaire à l'enquête Emploi sur la formation continue, 2006)

➢ Les opérations en cours en 2009

➢ ***Emploi - Poursuite des travaux d'amélioration de la qualité***

- Amélioration de la qualité des estimations d'emploi au niveau local.

Ces estimations seront issues du dispositif Estel pour les niveaux régions, départements et zones d'emploi en mars 2010 et pour toutes zones « à façon » en 2011. *Insee*

- Extension à l'emploi public du champ des estimations trimestrielles d'emploi salarié.

Donnera lieu à une publication en 2011. *Insee*

- Des études sur les emplois vacants sont en cours.

Résultats pour 2011 pour les emplois vacants dans les établissements de 1 à 9 salariés et résultats en 2012pour les emplois vacants dans le secteur public. *Dares-DGAFP*

➢ ***« Insertion-Formation » - Nombreux travaux en cours***

- Mise en place d'un dispositif pour le suivi et l'évaluation du RSA.

Sera effectif en 2010. *(Partenariat Dares - Drees)*

- Observation de l'entrée des jeunes dans la vie active.

L'Insee pilote l'enquête européenne complémentaire à l'enquête emploi, qui sera exploitée par différents partenaires : Céreq, Dares, Depp, Drees...La diffusion des résultats est prévue en 2010.

- Génération 2004 **:** interrogation en 2009 des sortants de formation initiale en 2004.

Les premiers résultats sont prévus au 2° semestre 2010. *Cereq.*

- Cheminement scolaire et professionnel des anciens élèves ou des apprentis de l'enseignement agricole *(Dger).*
- Le devenir des stagiaires de la formation professionnelle.

L'objectif est d'une part de décrire la diversité des stages, de leurs objectifs, spécialités et niveaux, d'autre part de préciser la trajectoire du stagiaire avant et après la formation. Premiers résultats attendus mi-2010. *Dares*

- Le devenir des bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation

L'objectif est d'évaluer l'impact du contrat de professionnalisation sur la trajectoire professionnelle des bénéficiaires. Premiers résultats attendus mi-2010. *Dares*

- Le devenir des bénéficiaires des contrats d'aide à l'emploi.

L'objectif est d'analyser l'impact du passage en contrat aidé sur les trajectoires professionnelles des bénéficiaires. Premiers résultats attendus mi-2010. *Dares*

B.3 Le suivi des avis 2009 du domaine « Emploi, qualification et revenus du travail »

1. Le Conseil constate avec satisfaction que **le système d'information conjoncturel sur l'emploi et les revenus** couvrira en 2009, à l'aide de sources administratives, **l'ensemble des salariés** y compris la fonction publique dans ses trois composantes, et les salariés des particuliers employeurs. Le système d'information annuel couvrira, quant à lui, l'ensemble des actifs occupés (salariés et non-salariés) à l'aide de sources administratives détaillées. Il sera ainsi possible d'effectuer des comparaisons entre secteur marchand et non marchand en toute rigueur. Il souhaite qu'il soit ainsi possible de supprimer l'enquête auprès des collectivités territoriales. (Avis de la formation emploi et revenus d'activité)

Description de l'opération	Le dispositif SIERA (système d'information sur l'emploi et les revenus d'activité) vise à couvrir, à l'aide de sources administratives, en trimestriel l'ensemble des salariés (masse salariale et emploi) et en annuel l'emploi total (salarié et non-salarié ainsi que leurs revenus d'activité individuels).
Service(s) responsable(s) du suivi	Insee- Département de l'emploi et des revenus d'activité
État d'avancement fin 2009	**Réalisé** Le projet non-salarié sera **terminé d'ici fin 2009.** **En cours** Le suivi de l'emploi et des salaires dans les 3 fonctions publiques ainsi que celui des salariés des particuliers employeurs **plutôt en 2010.**

2. Le Conseil suivra avec attention les premières étapes de la **refonte de l'enquête « Emploi »** : extension de 50 % de l'échantillon et mise sur Internet de l'enquête auprès des non répondants. (Avis de la formation emploi et revenus d'activité)

Description de l'opération	Le plan d'action relatif à l'enquête emploi prévoit notamment une extension de 50% de son échantillon et la mise sur Internet de l'enquête auprès des non-répondants.
Service(s) responsable(s) du suivi	Insee - Département de l'emploi et des revenus d'activité
État d'avancement fin 2009	**En cours** - Présentation initiale du plan d'action à la formation emploi/revenus du Cnis du 30.11.2007. - Point approfondi autour du plan d'action lors de la première Commission « emploi, qualification et revenus du travail » du 16.10.2009. Un premier bilan de l'extension de 50 % de l'échantillon y a été présenté. - **L'extension de l'échantillon est progressive (par 6ème) et s'étalera du 1.01.2009 au 30.06.2010.** Les taux de réponse constatés sur les deux premiers trimestres d'interrogation de 2009 sont équivalents entre ancien échantillon et extension. - La possibilité de répondre par Internet à l'enquête auprès des non-répondants est **effective depuis octobre 2008,** même si ce support de réponse est encore peu utilisé.

3. Le Conseil suivra avec intérêt les travaux de l'Insee, la Dares et l'Anpe pour concevoir des outils permettant de répondre à différentes questions soulevées dans le rapport du groupe de travail « emploi, chômage, précarité » et du rapport IGF-IGAS : **demandeurs d'emploi en activité réduite, parcours sur le marché du travail, ancienneté et récurrence du chômage**… Il souhaite que des indicateurs soient définis et publiés en tenant compte des propositions du groupe de travail « emploi, chômage, précarité » notamment en faisant mention très explicitement de la nature des données utilisées. (Avis de la formation emploi et revenus d'activité)

Description de l'opération	Mise en œuvre des recommandations du rapport du groupe de travail « emploi, chômage, précarité » et du rapport IGF-IGAS
Service(s) responsable(s) du suivi	Insee- Département de l'emploi et des revenus d'activité
État d'avancement fin 2009	**En cours** Un point de situation complet sur le suivi des propositions du rapport du groupe de travail du Cnis « emploi, chômage, précarité » a été fait lors de la Commission « emploi, qualification et revenus du travail » du 16.10.2009. Ce suivi permet d'appréhender comment le système statistique (Insee, Dares, pôle emploi) a répondu ou va répondre aux différentes propositions et notamment comment leurs publications ont évolué pour intégrer les indicateurs proposés par le groupe de travail.

C - Entreprises et stratégie de marché

Le champ de compétence de cette commission concerne la connaissance des entreprises et leurs marchés. Il met un accent particulier sur les enjeux de la mondialisation, le marché unique européen et les caractéristiques des entreprises.

C.1 Les statistiques publiques du domaine « Entreprises et stratégie de marché »

Le principal producteur du domaine est l'Insee.

➢ Comptes nationaux

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Insee ***et contributeurs***	➢ ***L'Insee*** publie les comptes nationaux. Les comptes de la nation donnent une représentation chiffrée détaillée de l'économie française. Ils servent aussi bien à **l'analyse conjoncturelle** qu'à **l'analyse macro-économique**. Ils sont publiés selon une double périodicité : **comptes nationaux trimestriels** et **comptes nationaux annuels**. Les comptes nationaux sont publiés selon 4 rubriques : **Principaux agrégats** : PIB et ses composants ; Valeur ajoutée ; Consommation ; Formation brute de capital FBCF et stocks ; Échanges extérieurs. **Biens et services** : production et importations, consommation intermédiaire, consommation finale, formation brute de capital (FBCF), variations de stocks, exportations. Comptes d'exploitation par branche. **Les comptes des secteurs institutionnels.** La comptabilité nationale distingue cinq secteurs institutionnels résidents : les Sociétés non financières,les Sociétés financières, les Administrations publiques (APU), les Ménages , les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Par ailleurs, l'ensemble des unités non résidentes sont regroupées dans le « Reste du monde » **Les tableaux de synthèse** : Tableau des entrées-sorties ; Tableau économique d'ensemble ; Comptes financiers ; Comptes de patrimoine. ***Les comptes de la nation sont la synthèse de comptes réalisés par de nombreux producteurs*** : comptes des administrations publiques par la Dgfip, comptes de l'agriculture par le SSP, du logement par le SOeS, des institutions financières par la Banque de France, du commerce extérieur par les Douanes, comptes de la défense par l'OED…	Annuelle Trimestrielle

➢ Statistiques sur les secteurs économiques

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Insee	***Données des secteurs économiques*** : services, commerce, industries dont agro-alimentaires,·transports ,construction. Chiffre d'affaire, production, valeur ajoutée, emploi, investissement, exportations-importation. *(Ésane et Enquête annuelle de production dans l'industrie)*	Annuelle
	Tourisme : Établissements, capacité d'accueil, fréquentation Visiteurs de l'étranger - *(Enquête EVE)* Suivi de la demande touristique - *(Enquête SDT)*	Divers
VNF-Voies navigables de F.	***Tourisme fluvial***	Annuelle
DPMA	***Données sectorielles dans le domaine de l'agriculture et de la pêche***	Annuelle
OED- Observatoire éco de la défense	Industrie, entreprises, effectifs de la Défense ; R&D ; Sous-traitance aéronautique ; Cernes et équipements de la défense.	Annuelle

➢ Statistiques structurelles sur les entreprises

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Insee	Groupes - Concentration - Liaisons financières entre les entreprises (LIFI)	Annuelle
	Démographie des entreprises (stock, créations, défaillances, survie) Dont artisanat et grandes entreprises	Annuelle
	Technologies de l'information et de la communication et le commerce électronique *(Enquête TIC)*	Annuelle
	Innovation - Brevets, marques, modèles déposés - Enquêtes communautaires	Épisodique
Dgcis	Pôles de compétitivité	Divers
Sies	Moyens consacrés à la recherche et au développement dans les entreprises, les associations et les GIP, les organismes publics et les services ministériels, les CHU et centres de lutte contre le cancer, les collectivités territoriales.	Divers

➢ Statistiques de conjoncture économique

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Insee	***L'Insee*** produit et publie des indicateurs conjoncturels sur tous les grands thèmes de l'économie française. Dans le domaine des entreprises, ces indicateurs concernent : - la conjoncture de divers secteurs économiques, - différents indices de prix à la production ou à l'importation, - des indices de stocks, valeur ajoutée, chiffre d'affaire, de commandes, - des indicateurs de créations et de défaillances d'entreprises.	Divers
SSP	Indicateurs conjoncturels de l'activité agricole	Divers
SOeS	Indicateurs conjoncturels pour les activités de construction, de transport et d'énergie	Divers
Banque de France	Enquêtes mensuelles ou trimestrielles dans les secteurs de l'industrie, des services marchands, du BTP, du commerce de gros et de détail.	Divers

C.2 Les nouveautés en 2009 du domaine « Entreprises et stratégie de marché »

➢ La diffusion d'informations nouvelles en 2009

➢ **Un regard macro-économique sur longue période**

▪ L'analyse du partage de la valeur ajoutée sur longue période (1949 à 2007) a fournit une matière importante pour le débat des partenaires sociaux.

Le partage de la valeur ajoutée en France, 1949-2007

▪ L'observation du patrimoine économique national de 1978 à 2007 montre, quant à elle, la profonde transformation du tissu productif et du système financier français au cours des trente dernières années.

Le patrimoine économique national de 1978 à 2007

➢ **Une analyse des réseaux dans le commerce**

Les réseaux dans le commerce

➢ **Une observation de l'usage d'Internet dans les entreprises**

E-administration, télétravail, logiciels libres : quelques usages de l'Internet dans les entreprises

➢ **Le potentiel de recherche et développement dans les entreprises de taille moyenne.**

R&D : le potentiel des entreprises de taille intermédiaire

➢ Les opérations en cours en 2009

➢ **Les enquêtes annuelles d'entreprises**[10] ont été réalisées en 2009 selon la nouvelle formule mise en place par le programme Résane. Celui-ci a notamment permis l'allègement de la charge de réponse des entreprises via une large mobilisation des sources administrative.
Il devrait également aboutir à des résultats de meilleure qualité et diffusés plus rapidement. Les résultats des enquêtes 2009 portant sur l'exercice 2008, seront disponibles mi-2010. L'objectif, pour le futur, est de diffuser en décembre N+1 les statistiques de l'année de constat N. *Insee*

➢ **Enquête communautaire sur l'innovation**
La collecte de cette enquête harmonisée au niveau européen s'est déroulée fin 2009 et ses premiers résultats seront adressés en juin 2010 à Eurostat avant une diffusion nationale de résultats fin 2010. *Insee*

➢ **Activité à l'étranger des groupes français (Enquête pilote européenne « Outward FATS »**
En 2009 a été testée la collecte de certaines informations auprès des têtes de groupes en France sur leurs filiales hors UE : frais de personnels, valeur ajoutée, investissements et échanges extérieurs de biens et services en distinguant les échanges intra-groupes. Un rapport sur cette expérimentation sera publié en avril 2010. *Insee*

➢ **Le dispositif d'enquêtes sur le tourisme** qui permet de répondre aux obligations européennes sera revu à moyen terme.
En particulier, l'enquête auprès des visiteurs de l'étranger (Eve) dont les résultats sont fragilisés par la difficulté croissante à observer les touristes venant en France en voiture sera révisée.

➢ Les opérations différées

[10] Les enquêtes annuelles d'entreprises sont « l'Enquête annuelle de production » (EAP) pour l'industrie et les « Enquêtes sectorielles annuelles » (ESA) pour les autres secteurs économiques. Elles permettent notamment d'identifier les différentes activités des entreprises et de contribuer ainsi à la bonne qualité des statistiques sectorielles.

L'enquête souhaitée notamment par l'ONISR sur l'utilisation des 2 roues à moteur n'a pu être réalisée en 2009 notamment par manque d'informations sur le parc de ces véhicules pour constituer un échantillon fiable. Ces travaux seront repoussés au delà de 2011.

C.3 Le suivi des avis 2009 du domaine « Entreprises et stratégie de marché »

1. Le Conseil recommande que l'expérimentation de **saisie mobile des données sur ordinateur portable par les enquêteurs pour le recensement agricole** soit organisée de manière à améliorer la qualité des données recueillies et à réduire la charge de collecte. Il souhaite être informé des résultats des expérimentations conduites en 2008 et 2009. *(Avis de la formation Agriculture)*

Description de l'opération	Enquête SOURCE **(**Synthèse opérationnelle des unités recensées par commune et à enquêter). Saisie mobile de la première phase du RA 2010 auprès des communes pour l'établissement des listes d'unités à enquêter.
Service(s) responsable(s) du suivi	SDSAFA/BSSAE/Projet RA 2010
État d'avancement fin 2009	**Réalisé**
Date de collecte : Date des premiers résultats	1er octobre au 31 décembre 2009 Pas de diffusion de résultats, il s'agit de produire des listes d'unités à enquêter pour le RA 2010 qui se déroulera du 1er octobre 2010 au 28 février 2011.

2. Le Conseil a noté les efforts entrepris par le service de la statistique et de la prospective pour améliorer la diffusion des informations statistiques. Il suivra avec attention le démarrage de l'**enrichissement du site Agreste** avec la mise en ligne intégrale des publications « Chiffres et données », complétée par des tableaux détaillés téléchargeables par les utilisateurs. Il souhaite connaître l'état des réalisations à sa prochaine session. *(Avis de la formation Agriculture)*

Description de l'opération	**Enrichissement du site Agreste**
Service(s) responsable(s) du suivi	SSP
État d'avancement fin 2009	**En cours** La publication intégrale des Chiffres et Données complétée par des tableaux détaillés dans la rubrique « Données en ligne » est réalisée depuis le début 2008. L'ouvrage annuel Agreste Graph Agri, intégralement mis en ligne a été pour la première fois en 2009 accompagné des fichiers des données des tableaux, des cartes et graphiques téléchargeables par l'internaute.

3. Le Conseil enregistre que l'année 2009, première année de fonctionnement d'un nouveau système, sera une année de transition pour les statistiques structurelles. Il comprend que, compte tenu des importants investissements en cours, il n'y ait pas de nouvelles enquêtes proposées. Il souhaite cependant que, dès le printemps 2009 **un programme d'enquêtes thématiques** à réaliser sur le moyen terme soit présenté. (*Avis de la formation Commerce, services)*

Description de l'opération	**Programme d'enquêtes thématiques**
Service(s) responsable(s) du suivi	Insee - «Direction des Stats d'Entreprises»
État d'avancement fin 2009	**Réalisée** Programme de moyen terme présenté lors de la réunion du 25 juin 2009 de la Commission «Entreprises et stratégies de marché » et proposition de lancer 4 nouvelles enquêtes sur 2010 (Accès au financement des PME, Points de vente, OFATS, Contours de réseaux).

4. Le Conseil prend acte du profond changement introduit par les chantiers en cours sur les statistiques structurelles et souhaite que **les nouvelles perspectives de diffusion** de résultats lui soient présentées courant 2009. (*Avis de la formation Commerce, services)*

Description de l'opération	**Programme de diffusion**
Service(s) responsable(s) du suivi	Insee - « «Direction des Stats d'Entreprises» -DRISS»
État d'avancement fin 2009	**En cours,** pourrait être présenté au **printemps 2010.**

5. Le Conseil apprécie le développement des **indices de prix sur les télécommunications, la téléphonie, les agences de presse**… de façon à couvrir l'ensemble de la nouvelle section « Information et

communication » et souhaite qu'un point soit fait au printemps 2009 sur les réalisations selon les nouvelles nomenclatures d'activité et de produits. (*Avis de la formation Commerce, services)*

Description de l'opération	**Indices de prix**
Service(s) responsable(s) du suivi	Insee - « «Direction des Stats d'Entreprises» -DSCT»
État d'avancement fin 2009	**Pas de réponse**

6. Le Conseil soutient les importants efforts entrepris par l'Insee et le Sessi afin de rationaliser et de simplifier le dispositif de production des statistiques structurelles sur l'industrie. Il apprécie la réduction de la charge statistique des entreprises ainsi que l'amélioration de la connaissance des petites et moyennes entreprises industrielles qui en résulteront pour l'ensemble de la Statistique d'entreprises. Il demande que l'**adaptation des systèmes d'informations des différents services soit menée en cohérence avec les évolutions du système de production.** *(Avis de la formation Industrie, industries agricoles et alimentaires, énergie)*

Description de l'opération	Mise en place de l'enquête annuelle de production et du dispositif Ésane en lieu et place de l'enquête annuelle d'entreprise et de l'enquête annuelle de branche.
Service(s) responsable(s) du suivi	Insee - PSI et DSE
État d'avancement fin 2009	**Réalisée** L'enquête annuelle de production a été réalisée au premier semestre 2009 ; les travaux Ésane sur les données comptables sont en cours. Les difficultés liées à un démarrage un peu tardif du traitement des questionnaires EAP ont conduit à privilégier le traitement des données en valeur, en acceptant une qualité variable pour les données de production en quantité physique, qui en conséquence ne seront pas diffusées de façon systématique.
Date de collecte : Date prévue des premiers résultats	Premier semestre 2009 Septembre 2009, réalisé en novembre 2009

7. Le Conseil se félicite de la démarche de concertation menée par le Sessi avec les organisations professionnelles. Il considère que le projet d'arrêté mis au point dans ce cadre définit les conditions d'exercice de la **coopération entre les organisations professionnelles et l'administration** d'une façon adaptée. *(Avis de la formation Industrie, industries agricoles et alimentaires, énergie)*

Description de l'opération	Poursuite de la concertation sur les nouvelles modalités d'association, et test sur une première année avec quelques organisations
Service(s) responsable(s) du suivi	INSEE - PSI
État d'avancement fin 2009	**Réalisée partiellement** ; les choix de priorité de traitement de l'enquête annuelle de production n'ont pas permis de fournir aux organisations professionnelles la totalité des données annoncées. En particulier, le traitement des cadres spécifiques introduits dans l'enquête à la demande de certaines organisations a été réduit et tardif. L'objectif est de réaliser **en 2010** la totalité des travaux annoncés.

8. Le Conseil se félicite de la mise en place par l'Insee et la Direction du tourisme d'une description précise et régulièrement mise à jour du **parc des hébergements collectifs autres que les hôtels et campings** et de l'élargissement dès 2009 de l'enquête de fréquentation, sur une partie significative de ce champ, afin de satisfaire aux exigences européennes. Il souhaite vivement qu'**un premier bilan annuel,** celui de l'exercice 2009, puisse être rendu public au printemps 2010. *(Avis de la formation Transports, tourisme)*

Description de l'opération	Extension de l'enquête de fréquentation touristique aux autres hébergements touristiques.
Service(s) responsable(s) du suivi	« DSE-DSS »
État d'avancement fin 2009	**En cours.** Bilan possible au **printemps 2010.**

9. Le Conseil a pris connaissance du dispositif mis en place, depuis la fin des contrats de plan « État - Régions », pour coordonner et assurer la cohérence méthodologique du **dispositif statistique régional sur le tourisme**. Il souhaite que le suivi du dispositif au niveau national soit poursuivi et qu'il lui soit rendu compte chaque année des évolutions constatées dans ce domaine. *(Avis de la formation Transports, tourisme)*

Avis sans réponse

10. Le Conseil recommande que la coordination entre la direction du tourisme et le SESP, service statistique du ministère en charge des transports, pour l'adaptation de **l'enquête de suivi de la demande touristique** (SDT) se poursuive, conformément aux recommandations du groupe de travail sur l'inventaire des besoins de statistiques sur les transports. *(Avis de la formation Transports, tourisme)*

Avis sans réponse

11. Le Conseil exprime à nouveau son attachement **au projet RESANE**, dont l'objet est d'améliorer la qualité de l'information produite annuellement sur les entreprises tout en réduisant la charge de collecte. Il invite les services producteurs à ne pas relâcher leurs efforts en 2009 pour que l'aboutissement de ce projet soit un succès. (*Avis de la formation urbanisme, équipement, logement)*

RAS

12. Le Conseil salue les réflexions méthodologiques menées par l'Insee et le Sesp en vue d'une **refonte du mode de calcul de l'indice du coût de la construction.** Il souhaite qu'à l'occasion du passage à la méthode hédonique soit envisagé un accroissement de la taille de l'échantillon de l'enquête prix de revient des logements neufs de façon à améliorer la précision de l'indice. Il note avec satisfaction que le passage à la méthode hédonique devrait réduire la charge de réponse pour les enquêtés. (*Avis de la formation urbanisme, équipement, logement)*

RAS

D - Environnement et développement durable

Cette commission est responsable du suivi des relations entre les trois piliers du développement durable, le pilier environnemental, le pilier économique et le pilier social. Elle est par ailleurs chargée de l'observation des questions environnementales. Les questions relatives à l'énergie, aux transports et au logement, essentielles dans une stratégie de développement durable, sont examinées au sein de cette commission. Les aspects généraux de connaissance des entreprises de ces secteurs restent de la compétence de la commission « Entreprises et stratégies de marchés ».

D.1 Les statistiques publiques du domaine Environnement et développement durable

Les deux principaux producteurs du domaine sont le Meeddm (SoeS) et l'Insee.

➢ Environnement

➢ *Environnement - Ressources- Risques*

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
SOeS	Air ; Eau ; Nature et biodiversité ; Effet de serre ; Risques naturels	Divers
	Gestion des ressources et des déchets (ménages et agents économiques)	Divers
IRSN[11]	Radioactivité de l'environnement- déchets nucléaires	Divers

➢ *Environnement et Territoire*

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
SOeS	Occupation des sols et paysages ; Artificialisation des sols *(Dispositif européen Corine Land Cover)*	Episodique
	Zones humides (Observatoire national des zones humides)	Divers
	Littoral	Divers
SSP	Occupation et usage du sol - *(EnquêtesTeruti-Lucas)*	Annuel

➢ *Environnement et Activités*

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
SOeS	Installations classées et exploitations de déchets dangereux· Impact des activités sur l'environnement	Divers
Insee	Investissement des industriels pour protéger l'environnement *(Enquête Antipol)*	Annuel
SSP	Agriculture/élevage et environnement	Divers
	Exploitations agricoles - Recensement de l'agriculture (2000-2010)	Épisodique

➢ *Environnement et Société*

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Insee	Pratiques environnementales des ménages	Divers
IRSN[12]	Baromètre sur la perception des risques et de la sécurité - Volet environnemental	Annuel ?

➢ Énergie

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
SOeS	Électricité, pétrole, et gaz naturel, charbon : réseau, ressources, consommation Énergies renouvelables : production, usages	Divers
Insee	Consommation d'énergie dans l'industrie	Annuel
Ceren[13]	Consommation d'énergie du secteur résidentiel	Annuel
	Consommation d'énergie du secteur tertiaire	Annuel

➢ Logement-construction

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
SOeS	Le parc locatif social	Annuel
	Suivi de la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels	Mensuel
Insee	Le parc de logements Migrations résidentielles	Annuel

[12] Institut de radioprotection et de sureté nucléaire
[13] Centre d'études et de recherche sur l'énergie

➢ Transport

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
SOeS	Transport de marchandises : flux , opérateurs (route, air, mer, fleuves) Transport de personnes : transports collectifs ; parc automobile ; trafics, comportements automobiles des ménages (taux d'équipement, km parcourus, consommation…) Pratiques de déplacements en milieu urbain *(Enquêtes méthode Certu).*	Divers
Insee	Pratiques de déplacements des ménages - *Enquête transport (Partenariat Insee, SoeS, Inrets[14])*	Episodique
	Déplacements domicile-travail : flux, distances, temps moyen	Annuel

D.2 Les nouveautés en 2009 du domaine Environnement et développement durable

➢ La diffusion d'informations nouvelles en 2009

➢ **Un éclairage sur la mobilité dans les grandes agglomérations et les zones rurales** : distances parcourues, fréquences, motifs et modes de déplacements…a été apporté par la publication de résultats issus de l'enquête Transports 2007-2008 *(partenariat Insee-Meeddm-Inrets)*.

Dans les grandes agglomérations, la mobilité quotidienne des habitants
Près d'une heure quotidienne de transport : les disparités se réduisent mais demeurent

➢ **La connaissance des données environnementales des territoires s'est enrichie.**

- La mesure de l'artificialisation des sols (consommation d'espaces naturels et ruraux pour des usages d'habitation, de logistique, d'activités économiques…) entre 2000 et 2006 est désormais possible avec la mise à jour de l'outil européen Corine Land Cover. *SOeS.*

La France vue par CORINE Land Cover, outil européen de suivi de l'occupation des sols

- Les données environnementales des territoires sont rassemblées dans un portail d'information unique. *SOeS.*

Le portail des données environnementales territoriales

➢ **Des informations nouvelles sur les prix et les consommations d'énergie.**

Les prix de l'énergie dans l'UE (enquête sur les prix de l'électricité et du gaz 2008)
La consommation d'énergie et les émissions polluantes liées aux déplacements (SOeS)
La consommation énergétique des bâtiments et de la construction (SOeS)

➢ **La mesure du sentiment d'exposition de la population à 3 risques majeurs** : les inondations, les séismes et les risques industriels

L'exposition aux risques environnementaux davantage ressentie dans les grandes villes
(Enquête sur le sentiment d'exposition aux risques majeurs, 2007)

➢ Les opérations en cours en 2009

➢ **En matière de développement durable,** le service statistique public, et notamment l'Insee et le Meeddm sont largement impliqués dans les différents groupes de réflexion sur les indicateurs les mieux à même d'éclairer les politiques nationales, européennes, voire internationales. Le Meeddm mène en particulier un travail d'expertise sur les indicateurs d'empreinte écologique qui aboutira en janvier 2010.

➢ **La production et le traitement des déchets** font l'objet de trois enquêtes en 2009 : la production de déchets non dangereux par l'Industrie (Insee/ SSP), les mouvements transfontaliers de déchets dangereux (Meeddm), les déchets produits par l'activité de la construction en 2008 (Meeddm/SSP).

➢ **La gestion de l'eau et de l'assainissement par les collectivités locales** est également observée en 2009. Elle nourrira les réflexions centrales et locales sur les services rendus à la population, l'organisation de ces services (communale ou intercommunale, en régie ou déléguée), leur prix, les équipements utilisés, les problèmes émergents (réseaux d'eaux pluviales, intervention communale pour l'assainissement non collectif…).

[14] l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité

➢ **Des travaux visant à mieux estimer les contenus en matériaux, énergie, carbone…des produits importés et exportés** seront par ailleurs entrepris par le Meeddm.

➢ Les opérations différées

➢ **L'enquête sur les transits de marchandises aux frontières** prévue intégralement sur l'année 2009 a due être repoussée notamment en raison de la nécessaire sous-traitance de la collecte (non prévue initialement) et de travaux sur certains tronçons routiers. Aussi, cette enquête portera sur l'année 2010. Elle apportera des éléments d'information en termes d'évolution du trafic routier, d'éventuelle saturation des infrastructures, du potentiel transférable sur d'autres modes de transport et l'environnement des zones traversées.*Meeddm.*

D.3 Le suivi des avis 2009 du domaine Environnement et développement durable

1. Le Conseil note l'avancée de la mise en œuvre de certaines recommandations de « **l'inventaire sur les besoins d'information sur les transports** », en particulier avec la loi Grenelle en préparation, le lancement d'une étude sur les « hinterland » des ports, les travaux de concertation en matière de transports départementaux et urbains et de production d'un compte satellite des transports. *(Avis de la formation Transports, tourisme)*

RAS

2. Le Conseil comprend que la **réforme du système d'immatriculation des véhicules** aura des implications organisationnelles pour le traitement des données. Il recommande que toutes les mesures soient prises pour éviter que le changement de système ne conduise à une rupture dans la mise à disposition des informations, tant pour les délais que pour le détail. *(Avis de la formation Transports, tourisme)*

Description de l'opération	A la suite de la modification du système d'immatriculations par le Ministère de l'intérieur, le SOeS a mené un projet de suivi de ces immatriculations et du parc automobile (tous véhicules terrestres à moteur) en remplacement de l'actuel dispositif géré par l'Association auxiliaire d'automobiles. Ce dispositif permettra une plus grande réactivité du service pour l'analyse de phénomènes tels que les émissions polluantes, le bruit… une meilleure estimation du parc de véhicules en service, et une meilleure intégration du système d'information et des de diffusion des résultats
Service(s) responsable(s) du suivi	SOeS
État d'avancement fin 2009	**En cours** Devrait rentrer en production **avant le 31/12/2009**
Date prévue des premiers résultats	**Janvier 2010**

3. Dans un contexte international marqué par le réchauffement climatique, le renchérissement des matières premières et de l'énergie, le Conseil encourage la poursuite et le développement des travaux engagés au niveau international visant à mieux mesurer les liens entre l'économie (y compris le contenu en emploi) et l'environnement, tels que **l'analyse des comptes de flux de matières et l'évaluation des émissions de polluants par les activités économiques.** Il souhaite que les impacts environnementaux causés par une économie nationale dans le reste du monde puissent être mesurés, au moins partiellement. *(Avis de la formation environnement)*

Description de l'opération	Les comptes de flux de matières permettent de savoir si, pour une quantité de production donnée, l'économie est plus ou moins consommatrice en matières prélevées à la nature. Les comptes d'émissions de polluants permettent de relier celles-ci aux activités économiques qui en sont à l'origine et aussi à la demande finale ventilée par produits. Pour les estimer, on recourt à l'outil NAMEA.
Service(s) responsable(s) du suivi	SOeS, Insee (fourniture des TES en volume)
État d'avancement fin 2009	**En cours** Comptes de flux de matières : **2009** Émissions dans l'air : **2010**

4. Le Conseil a pris acte de la décision de créer **un portail de l'environnement** à la suite du Grenelle de l'environnement. Il approuve cette initiative qui facilitera l'accès du public à l'information sur l'environnement conformément à la transposition en droit interne de la convention d'Aarhus. Il encourage les autorités publiques à déclarer au maître d'ouvrage du portail les informations environnementales dont elles sont détentrices. *(Avis de la formation environnement)*

Description de l'opération	Le portail « Tout sur l'environnement » a vocation à rassembler des informations produites par les services publics. On retrouve des informations en ligne sur les sites des services de l'État ou des informations déjà rassemblées sur des portails thématiques ou régionaux. L'articulation avec le Geoportail - outil de référence pour l'accès aux données géographiques publiques - a par ailleurs été recherchée.
Service(s) responsable(s) du suivi	SOeS
État d'avancement fin 2009	**Réalisé**
Date prévue de diffusion	Le site du portail a été **ouvert au public en juillet 2009** Le portail a vocation à enrichir son contenu et en améliorer encore la qualité de façon à s'imposer comme le lieu central de mise à disposition de l'information sur l'environnement.

5. La stratégie nationale de développement durable pour 2009-2014 sera révisée vers la fin de 2009. En conséquence, de nouveaux indicateurs de développement durable pourront être définis en lien avec les orientations majeures de cette stratégie ; certains indicateurs seront conservés mais devront être actualisés. Le Conseil demande que tous les services statistiques concernés mobilisent leurs données et leurs connaissances pour mettre au point ce **futur tableau de bord des indicateurs de développement durable, y compris au niveau territorial**. *(Avis de la formation environnement)*

État d'avancement fin 2009	**En cours :** Un tableau de bord d'indicateurs de développement durable territoriaux (indicateurs phares + indicateurs de second niveau) sera diffusé simultanément sur les sites de la DIACT et du SOeS au **1er semestre 2010.** Il sera par la suite complété et mis à jour. Un outil de cartographie interactive permettant de visualiser des informations statistiques et géographiques a été **mis en service sur le site du SOeS à l'été 2009.** Il couvre les thématiques environnementales, démographiques et économiques. Il sera progressivement complété par des données d'autres domaines (logement, transports).
Service(s) responsable(s) du suivi	SOeS, Diact (Datar)

E - Services publics et services aux publics

Cette commission a pour mission d'examiner l'information statistique sur l'activité des différents services publics, notamment la production des administrations publiques au sens large. Les domaines couverts portent principalement sur la Défense, la Sécurité, la Justice, la Formation initiale, la Santé, la Protection sociale et les retraites et sur l'ensemble des opérateurs publics et privés.
Elle développe une approche homogène sur la connaissance de la production de services publics par les administrations mais aussi de services aux publics rendus par des entreprises privées dans le domaine de la santé et de l'éducation notamment.

E.1 Les statistiques publiques du domaine Services publics et services aux publics

➢ Sur le thème de la santé

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Drees	**Établissements et professions de santé** • Établissements, activité, personnel • Professionnels de santé, activité • Offre de soins • Hôpitaux : clientèle, pathologies - durées de séjour, modes d'entrée/sortie • Écoles de formation aux professions de santé : effectifs - diplômés- Origines sociales et géographiques • Pratiques et conditions d'exercice en médecine générale	Divers
	Santé de la population • État de santé de la population • Santé des jeunes enfants • IVG • Périnatalité (partenariat Inserm) • Handicap-Dépendance	Divers
	Dépenses de la santé • Comptes de la santé • Prestations des organismes complémentaires (mutuelles, assurances)	Divers
Insee ***Drees***	• Handicap et santé (enquêtes Vie quotidienne et santé, suivies de Handicap-Santé, volet ménages, puis Handicap-Santé, volet institutions)	Épisodique
	• Santé de la population (Enquête Santé (dernière en 2002-2003))	Épisodique
Irdes	• Arrêts de travail - indemnités (partenariat Drees) • État de santé, consommation de soins, assurances • Interactions spécifiques entre la santé et les conditions d'emploi passées et présentes sur les individus âgés de 50 ans ou plus *(Enq européenne Sharelife)* (partenariat Insee).	Divers
Inserm	• Pratiques médicales des ménages, déterminants sociaux et environnementaux en matière de santé	Divers
Inpes	• « Baromètre santé » comportement des ménages	Divers
OFDT	• Usage de drogues, toxicomanie	Divers

➢ Sur le thème de l'action sociale

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Drees	***Établissements et professions de l'action sociale*** • Établissements pour la petite enfance, pour l'enfance en danger, le handicap, les personnes âgées : nombre, capacité d'accueil, personnel, clientèle • Établissements de formation aux professions sociales : effectifs - diplômés	Divers
	Aide sociale des départements • Bénéficiaires et dépenses (personnes âgées, handicapés, enfance)	Divers
	Minima sociaux • Caractéristiques des bénéficiaires, flux	Divers
	Retraite • Retraités : socio-démographie - montant des retraites - durée des cotisations- dernier revenu • Cotisants : socio-démographie - activité - durée de carrière - durée d'affiliation - montant des droits • Épargne retraite : souscripteurs, les cotisations et les rentes versées	Divers
	Comptes de la protection sociale	Annuelle
Cnaf	• Allocataires et prestations versées par les CAF • Opinions des Français sur les politiques familiales et sociales	Divers
MSA	• Allocataires et prestations des régimes de sécu du code rural	Divers
Cnav	***Retraite*** • Régime général assurance vieillesse : bénéficiaires et pensions • Dispositifs d'incitation à la prolongation d'activité existants (surcote, cumul emploi-retraite, retraite progressive) • Projections, prévisions en matière d'assurance vieillesse	Divers

➢ Sur le thème de la formation initiale

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Depp	***Établissements / effectifs*** • Établissements, capacité d'accueil, enseignants et personnels • Effectifs d'élèves et d'apprenti	Annuelle
	Scolarité • Suivi de la scolarité des élèves • Scolarisation des élèves handicapés dans le premier degré et le second degré • Absentéisme des élèves • Les résultats aux examens du second degré • La validation des acquis de l'expérience	Annuelle
	Financement • Les comptes financiers des établissements publics du second degré • Recensement des subventions reçues au titre de la taxe d'apprentissage par les établissements du second degré et les CFA	Annuelle
Sies	***Établissements / effectifs*** • Établissements, capacité d'accueil, enseignants et personnels • Effectifs d'étudiants	Annuelle
	Scolarité • Diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur • Les élèves et étudiants boursiers de l'enseignement supérieur	Annuelle
Dger	***Enseignement agricole*** : établissements, effectifs, suivi des élèves	Annuelle

➢ Sur le thème de la justice et de la délinquance

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
SDSE	• Établissements et population pénitentiaire • Établissements, personnels et activités par juridictions • Professions et établissements judiciaires • Affaires et condamnations par juridictions • Justice des mineurs	Divers
ONDRP	• Faits constatés par la police et la gendarmerie, faits élucidés et personnes mises en cause • Victimation : Cadre de vie et sécurité (partenariat Insee)	Annuelle
DEPP	• Violence, victimation en milieu scolaire partenariat ONDRP)	Annuelle

➢ Sur le thème de la Défense

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
OED	• Équipements, agents	Annuelle

E.2 Les nouveautés en 2009 du domaine Services publics et services aux publics

➢ La diffusion d'informations nouvelles en 2009

Santé

➢ **De nouveaux éclairages sur l'état de santé de la population**

▪ Une approche du handicap et des facteurs de limitations dans les activités, à partir du dispositif d'enquête « Handicap-santé ». *(Insee/Drees).*

Vie quotidienne et santé en 2007 (Insee/Drees)
L'approche du handicap par les limitations fonctionnelles et les restrictions globales d'activité
chez les adultes de 20 à 59 ans à partir de l'enquête handicap santé-ménages 2008 (Insee, « France portrait social »)

▪ Un panorama complet de la santé des jeunes : leur perception de la santé, la vaccination, la sexualité, la contraception, les interruptions volontaires de grossesse, les accidents, l'usage de substances psychoactives, la santé mentale …*(Drees, en collaboration avec l'Institut de veille sanitaire, l'Inpes et l'OFDT).*

La santé des jeunes

▪ Un état des lieux sur les résidents des établissements d'hébergement pour personnes âgées. (Drees).

Les résidents des établissements d'hébergement pour personnes âgées en 2007

▪ Des éclairages sur des thématiques spécifiques

La dépression en France (Enquête Anadep 2005)-INPES
Connaissances, comportements face au risque infectieux (Nicolle 2006- INPES)
Les drogues à 17 ans-Enquête Escapad 2008 (OFDT)
Suicide en prison (Ined)
Surpoids, normes et jugements : comparaisons européennes (Ined)
le vieillissement en agriculture (MSA-Enquête EVA 2005-2006)
Santé dégradée, surexposition aux violences et parcours biographiques difficiles pour un tiers de la population
Drees- Résultats de l'enquête Événements de vie et santé (2006)

➢ **La description des structures d'hospitalisation à domicile**

Les structures d'hospitalisation à domicile en 2006 (Drees)

Action sociale

➢ **Des informations sur les modalités et les déterminants des départs en retraite**

Âge de cessation d'emploi et de liquidation d'un droit à la retraite - Le cas de la génération 1938 (Drees)
Partir à la retraite en Europe : déterminants individuels et rôle de la protection sociale (IRDES - Enquête SHARE 2004-2006)

➢ **L'opinion des ménages sur les politiques sociales**

Opinions des Français sur les politiques familiales et sociales Enquête « Conditions de vie et aspirations des Français », 2009 (Cnaf)
Opinions et satisfaction des parents vis-à-vis des modes de garde (Cnaf, Drees - modes de garde et d'accueil des jeunes enfants 2007)

Justice-délinquance

➢ **Personnes mises en cause et condamnations prononcées**

Caractéristiques des personnes mises en cause par les services de police et les unités de gendarmerie (femmes, hommes, mineurs, mineures). (OND)
Les condamnations prononcées en 2008 : infractions sanctionnées et peines prononcées (SDSE)

Formation initiale

➢ **Les sorties de l'enseignement secondaire et de l'université**

Quitter l'université sans diplôme. Quatre figures de décrochage étudiant (Cereq
Qui sort de l'enseignement secondaire ? (Cereq)

➢ Les opérations en cours en 2009

Parmi les opérations en cours en 2009, on peut noter plus particulièrement :

- La poursuite des travaux sur « Handicap et santé », avec l'enquête auprès des institutions, dont les résultats seront disponibles en 2011. *Insee-Drees*
- Une observation des prestations de compensation du handicap (PCH) et d'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) délivrées par les conseils généraux. Celle-ci s'attachera à décrire les conditions d'utilisation par les bénéficiaires et le degré de satisfaction de ces derniers. *Drees.*
- La phase pilote de la constitution de la cohorte « constances », outil de description des problèmes de santé, d'identification de groupes de population ou de problèmes de santé émergents et d'évaluation des pratiques préventives. *Inserm.*
- L'observation du cumul emploi-retraite *(Cnav)*
- Une enquête sur la protection sociale complémentaire dans les entreprises (auprès entreprises et auprès salariés) - *Irdes.*
- La poursuite du suivi des élèves du secondaire en s'appuyant sur trois panels d'élèves : 1er degré, second degré et bacheliers *(Depp et Sies).*

E.3 Le suivi des avis 2009 du domaine Services publics et services aux publics

1. Le Conseil renouvelle son soutien **aux projets qui permettent de suivre les parcours de formation et les acquis des élèves et étudiants**. Il souligne l'utilité de l'identifiant unique de l'élève (INE) et apporte son soutien à son extension et sa généralisation dans l'enseignement primaire, secondaire, supérieur et dans l'apprentissage. En parallèle il renouvelle son attention à un système de remontées de données individuelles dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur ainsi que dans les centres de formation d'apprentis. *(Avis de la formation éducation, formation)*

Description de l'opération	Enrichissement de systèmes de gestion à des fins d'analyses statistiques
Service(s) responsables du suivi	Depp
État d'avancement fin 2009	**Non commencée**
Si non pourquoi ?	**Création d'un identifiant d'élève non faite**

2. Le Conseil apporte son soutien à la constitution d'un nouveau **panel de bacheliers** qui permettra de mesurer l'évolution des parcours de formation après la généralisation de l'organisation LMD (licence-master-doctorat). *(Avis de la formation éducation, formation)*

Description de l'opération	Collecte de données longitudinales par voie d'enquêtes répétées auprès d'un échantillon de bacheliers de la session 2007.
Service(s) responsables du suivi	DEPP - bureau B1
État d'avancement fin 2009	**En cours**
Date de collecte : Date prévue des premiers résultats	**3ème trimestre 2009** **Début 2010.**

3. Le Conseil suivra avec attention la consolidation du système d'information et de vigilance sur la sécurité scolaire. Il se félicite de la collaboration entre la Depp et l'observatoire national de la délinquance **pour étendre au système scolaire l'enquête victimation.** Celle-ci permettra de mieux appréhender les phénomènes de violence à l'école et de prendre en compte le point de vue des victimes. *(Avis de la formation éducation, formation)*

Description de l'opération	Mise en place d'une enquête auprès des élèves et des personnels des établissements d'enseignement.
Service(s) responsables du suivi	Depp bureau B3
État d'avancement fin 2009	**Non commencée**
Si non pourquoi ?	**Extension en cours de négociation entre l'OND et le cabinet du ministre**
Date de collecte : Date prévue des premiers résultats	**Non déterminée à ce jour**

4. Le Conseil prend note de la mise en place d'un groupe de travail associant l'Insee, la DEPP et la Dares pour s'assurer de la **pertinence de la nomenclature française des spécialités de formation** et de sa valeur ajoutée par rapport à la nomenclature internationale utilisée par ailleurs. Il suivra avec attention les propositions du groupe. *(Avis de la formation éducation, formation)*

Description de l'opération	Expertise de nomenclature
Service(s) responsables du suivi	Insee, Dares, Depp
État d'avancement fin 2009	**Non commencée**
Si non pourquoi ?	**Groupe de travail à constituer**

5. Le Cnis soutient les projets visant à une meilleure connaissance dans la durée **de la qualité de la prise en charge des patients** en réitérant régulièrement les enquêtes sur ce thème. En 2009, il suivra avec attention la réalisation de l'enquête nationale sur la mesure globale des évènements indésirables graves (ENEIS) et l'enquête nationale périnatale. *(Avis de la formation santé, protection sociale)*

Description de l'opération	Enquête auprès des établissements de santé sur les événements indésirable graves (ENEIS).
Service(s) responsables du suivi	Drees
État d'avancement fin 2009	**Réalisée**
Date de collecte : Date prévue des premiers résultats	**31 mars au 30 juin 2009** **2010 S1**
Description de l'opération	**Enquête périnatale**
Service(s) responsables du suivi	Drees
État d'avancement fin 2009	**Reportée**
Si non pourquoi ?	La collecte de **l'enquête Nationale Périnatale** 2009 était programmée au début du mois d'octobre 2009. En raison du risque de pandémie grippale, la Direction Générale de la Santé, la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Drees) et l'unité 953 de l'Institut national de la Santé et de la Recherche médicale (Inserm) ont jugé prudent de reporter cette enquête en **2010,** dans le souci de ne pas surcharger les maternités par un travail de collecte statistique dans une période où les équipes soignantes pourront être fortement sollicitées et les femmes enceintes particulièrement exposées.

6. Dans le contexte de la mise en place du **cinquième risque, dépendance et handicap**, le Cnis encourage l'ensemble des projets visant à améliorer la connaissance des populations et de leur entourage, des prestations et des structures relatives à la dépendance et au handicap que ce soit dans le cadre des enquêtes quinquennales ou d'autres enquêtes plus spécifiques. *(Avis de la formation santé, protection sociale)*

Description de l'opération	**Remontée de données individuelles sur les bénéficiaires de l'APA** en 2006 et 2007 auprès de 34 conseils généraux.
Service(s) responsables du suivi	Drees
État d'avancement fin 2009	**Réalisée**
Date de collecte : Date prévue des premiers résultats	**2009** **2010 T1**

7. Le Cnis demande que soit étudiée la possibilité d'utiliser à des fins statistiques les informations rassemblées par le **GIP Info-Retraite en complémentarité d**es données recueillies dans l'échantillon inter-régimes de cotisants (EIC). *(Avis de la formation santé, protection sociale)*

Description de l'opération	Étude de la complémentarité entre les données rassemblées par le GIP Info-retraites et l'échantillon inter-régimes des cotisants (EIC)
Service(s) responsable(s) du suivi	Drees
État d'avancement fin 2009	**Réalisée**

F - Système financier et financement de l'économie

La commission a pour champ de compétence l'ensemble des questions monétaires et financières au sens traditionnel ainsi que la description des caractéristiques spécifiques des acteurs du domaine. Elle prend également en compte les questions de financement et d'endettement des acteurs non financiers (entreprises, ménages, pouvoirs publics). Elle traite également de l'assise statistique nécessaire aux comptes nationaux pour les acteurs financiers et les comptes financiers des acteurs non financiers.

F.1 Les statistiques publiques du domaine système financier et financement de l'économie

➢ Sur le thème Comptes nationaux - Finances publiques

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Banque de France	***Comptabilité nationale financière*** • Comptes nationaux : o non financiers des institutions financières, o financiers de l'ensemble des secteurs o balance des paiements • Intérêts reçus et versés par les agents économiques	Trimestrielle Annuelle
Insee	***Finances publiques*** Données relatives au secteur des administrations publiques : comptes des administrations publiques, dette et déficit public au sens de Maastricht, dépenses et recettes (y compris les prélèvements obligatoires, principaux impôts et dépenses par fonctions), comptes nationaux de secteurs (non financiers, financiers, patrimoine, régionaux).	Trimestrielle Annuelle
DGFIP	Comptes de l'État et des administrations publiques	Trimestrielle Annuelle
DGCL	Finances des collectivités locales	Annuelle

➢ Autres thèmes

Producteur	*Statistiques*	*Périodicité*
Banque de France	***Statistiques monétaires*** • Bilan agrégé des Institutions financières monétaires (IFM)[15]. Mensuel • Opérations de dépôts, de crédit et de portefeuille titres des IFM. Trimestriel • Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs des établissements de crédit. Mensuel • Coût du crédit aux entreprises et calcul des taux de l'usure. Trimestriel • Agrégats sur les placements intermédiés. Mensuels et trimestriels. ***Statistiques concernant la monnaie fiduciaire, les moyens de paiement scripturaux[16] et les systèmes de paiement des titres.*** ***Valeurs mobilières*** • Titres financiers (stocks et flux), pays et secteur de l'émetteur et du détenteur, valeur nominale **Statistiques bancaires** • Statistiques comptables et prudentielles des organismes de crédit ***Stats sur les autres intermédiaires financiers et les assurances[17]*** ***International*** • Créances et dettes auprès de partenaires non résidents en France • Investissements directs à l'étranger	Divers
Insee	***Statistiques sur les autres intermédiaires financiers et les assurances*** ***Crédit-bail :*** montants, secteurs d'activité des entreprises clientes, localisation et nature des biens.	
ACAM	***Statistiques sur les autres intermédiaires financiers et les assurances***	

[15] Dans l'Union européenne, les institutions financières monétaires (IFM) sont des institutions créant de la monnaie. Cette définition comprend la Banque centrale européenne, les banques centrales nationales (BCN), les établissements de crédit, les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et d'autres institutions financières.

[16] Chèques, cartes bancaires, virements, monnaie électronique …

[17] OPCVM (Organismes de Placement Collectif de Valeurs Mobilières), sociétés d'assurances et aux autres intermédiaires financiers non bancaires

F.2 Les nouveautés en 2009 du domaine système financier et financement de l'économie

➢ La diffusion d'informations nouvelles en 2009

➢ **La mesure de l'activité des banques en France,** a donné lieu en 2009 à un important travail de la Banque de France, en partenariat avec l'Insee.

Cette étude a notamment examiné de façon détaillée les écarts observés en France entre la valeur ajoutée et le produit net bancaire sur la période récente. Ceci a permis d'aboutir à une table de passage explicitant les éléments à prendre en compte pour réconcilier ces deux indicateurs d'activité.

La mesure de l'activité des banques en France
L'activité bancaire mesurée par les banques et la comptabilité nationale - Des différences riches d'enseignements

➢ A noter également une étude de la Banque de France pour **évaluer la sensibilité des trois principales sources de revenus bancaires – revenus d'intérêt, revenus de commissions, revenus de transaction – à divers scénarios macroéconomiques adverses.**

Stress tests et composantes des revenus bancaires

➢ Les opérations en cours en 2009

➢ Préparation des aménagements liés à la **révision quinquennale des règlements de la Banque centrale européenne relatifs aux taux d'intérêt bancaires et au bilan monétaire** (prise d'effet à la mi 2010 sauf pour les opérations de titrisation des établissements de crédit (janvier 2010) et mise à jour du cadre réglementaire et opérationnel de la collecte statistique.

➢ Projet d'extension du dispositif de surveillance de la conformité des déclarations à la réglementation statistique de la BCE aux données de taux d'intérêt bancaires.

➢ Participation au **nouveau reporting de l'Insee sur les engagements de retraite** pour les données relatives à l'épargne retraite constituée dans les entreprises d'assurance-vie, sur la base de données de la FFSA et de l'ACAM. Communication de ces mêmes données à l'OCDE.

F.3 Le suivi des avis 2009 du domaine système financier et financement de l'économie

1 Le Conseil soutient la mise en place du dispositif informatisé d'**acquisition de données sur les assurances par la Banque de France auprès de l'ACAM** Il demande que soit réalisé lors de la prochaine réunion de la formation Monnaie finances un bilan de cette mise en place et de l'exploitation qui en sera faite. *(Avis de la formation monnaie, finance, balance des paiements)*

RAS

2 Le Conseil prend acte du démarrage en 2009 de l'enquête complémentaire sur **les échanges internationaux de services** (ECEIS). *(Avis de la formation monnaie, finance, balance des paiements)*

RAS

3 Le Conseil soutient les efforts entrepris par la Banque de France pour développer l'information disponible sur **l'accès au financement des petites et moyennes entreprises** (PME). Le Cnis se félicite des travaux internes menés à la Banque de France dans ce domaine. Il souhaite, qu'une fois établie la définition des PME et des entreprises de taille intermédiaire, l'information disponible sur le financement des PME puisse être affinée et complétée.

Présentation générale des travaux	*Données d'encours de crédit :* faite au Cnis en juin 2009. Sur le site du Cnis. *Enquête :* enquête trimestrielle sur l'accès au financement des entreprises industrielles et du secteur des services.
Service(s) responsable(s) du suivi	*Encours de crédit :* Direction des Entreprises - Observatoire des Entreprises *Enquête :* DGS-Direction des enquêtes et statistiques sectorielles-Service des enquêtes économiques de conjoncture-
Principale(s) échéance(s) prévue(s)	*Encours de crédit :* 1) Article dans le bulletin BdF le **15 décembre 2009** avec nouvelle définition de l'entreprise et nouvelle catégorisation des PME et ETI – 2) Stat info sur les encours de crédit au PME, pour le moment au sens unité légales et non « entreprises » sur le site Internet a partir de **janvier 2010**. 3) Travaux en 2010 pour prendre en compte la nouvelle définition « entreprises » pour les données sur les encours de crédit *Enquête :* **Première enquête sur le T4 2009**. puis chaque trimestre

G - Territoires

Cette commission a pour objectif de veiller à la mise à disposition d'une information statistique permettant à chaque catégorie d'acteur économique et social aux plans régional et local de pouvoir prendre ses décisions de façon éclairée.
L'information statistique localisée prend une importance croissante et en particulier le géo-référencement des grandes sources administratives. La décentralisation modifie les responsabilités de la production de certaines sources d'informations localisées ce qui peut constituer un sujet de préoccupation au regard de la qualité et de l'homogénéité de la statistique.
Cette commission devra naturellement veiller à ce que l'information nécessaire pour éclairer les politiques d'aménagement du territoire soit disponible.

G.1 Les statistiques publiques du domaine Territoires

Statistiques		***Producteur***
Population	Démographie Activité-Emploi Revenus	*Insee*
Logement	Parc de logement et ses occupants (RP)	*Insee*
	Construction neuve Parc locatif social Prix des terrains à bâtir Trajectoires résidentielles	*SoeS*
Santé Action sociale	Établissements sanitaires et sociaux - Personnel - Capacité d'accueil Hospitalisation Accidents du travail et maladies professionnelles	*Drees*
	Causes de décès	*Inserm*
	Accidents du travail	CNAMTS
	Dépenses d'aide sociale	*Drees*
	Allocataires, prestations	CNAMTS, Cnam, Cnaf, Cnav, CCMSA
Mode de vie	Culture - Établissements culturels, fréquentation	Deps
	Condamnations	SDSE
	Délinquance : faits constatés par région et département	OND
Formation initiale	Diplômes	*Insee*
	Établissements d'enseignement Effectifs - Enseignants Diplômes	*Depp -Sies*
Marché du travail	Emplois (ESTEL) Actifs, salaires, qualification (RP, DADS)	*Insee*
	Offres et demandes d'emploi Formation professionnelle	*Dares*
	Emploi dans la fonction publique	*DGAFP*
	Insertion professionnelle : o indicateurs régionaux (Cereq) o Indicateurs locaux (CEE-Solstice)	*Cereq - CEE*
Appareil productif-Economie	PIB régionaux Localisation des entreprises (CLAP) Démographie des entreprises (REE-Sirene ; SINE) Tourisme (Hébergements touristiques)	*Insee*
	Exploitations agricoles (RGA) Production végétale, animale	*SSP*
	Production et consommation d'énergie	*SoeS*
	Recherche, indicateurs régionaux	*Sies*
Structuration des territoires - Environnement	Équipements (Base Permanente des Équipements)	*Insee*
	Zonages d'études (unités urbaines, aires urbaines, bassins de vie)	*Insee*
	Zones d'emploi	*Dares*
	Transports Trafic et réseau	DG de l'aviation civile, SNCF, Sitram
	Occupation des sols, terres agricoles	SOeS-SSP
	Déplacements des ménages Domicile travail (RP-Insee) Tous motifs (SoeS-Certu)	Insee SoeS-Certu
	Migrations résidentielles	Insee
	Qualité de l'air et de l'eau	Ademe, agences de l'eau
Cohésion territoriale	Indicateurs sur les quartiers de la politique de la ville (ZUS, ZFU, CUCS)	Insee
Administration des territoires	Collectivités locales et Intercommunalité Fiscalité locale Budgets locaux	DGCL

G.2 Les nouveautés en 2009 du domaine Territoires

➢ La diffusion d'informations nouvelles en 2009

➢ **Un enrichissement notable des sources de données locales en 2009.**

▪ **Le recensement de la population.** Les résultats du recensement ont été publiés en juillet 2009. Ils sont pour la première fois issus de la nouvelle méthode de collecte, annualisée et réalisée par sondage dans les grandes communes.

Recensement de la population 2006

▪ **La base permanente des équipements**. Cette nouvelle source statistique fournit le niveau d'équipement et de services rendus sur un territoire à la population, administrations publiques, commerces, banques, équipements et professions de santé, équipements sportifs, hébergements touristiques…

Localisation des équipements

▪ **Les outils d'observation de l'occupation du sol**. L'enquête Teruti-Lucas du SSP et de l'outil européen Corine Land Cover, piloté en France par le SOeS, ont livré des données renouvelées et enrichies en 2009, qui permettent notamment de mesurer l'artificialisation des sols.

L'utilisation du territoire entre 1992 et 2004 - Teruti-Lucas
L'occupation physique du territoire en 2008
La France vue par CORINE Land Cover, outil européen de suivi de l'occupation des sols

➢ **Le rapport de l'observatoire des territoires de la Diact a été publié en avril 2009**. Il livre un état des lieux détaillé des sources disponibles et de leurs interprétations quant à la dynamique des territoires.

Rapport de l'Observatoire des territoires 2008 - Dynamique et développement durable des territoires

➢ **Le marché du travail au sein des territoires a fait l'objet d'observations innovantes**

▪ Les disparités locales des modalités du retour à l'emploi (probabilité, délais, pérennité…) ont été observées grâce à l'utilisation du fichier historique des demandeurs d'emploi - *Dares* -

Les disparités locales de sorties des listes de l'ANPE : l'apport des 22 études régionales

▪ Les territoires en difficultés ont fait l'objet d'observations spécifiques :

Les embauches dans les zones de revitalisation rurale en 2006-2007 (Dares)
Habiter en zus et être immigré : un double risque sur le marché du travail (Dares)
Quartiers défavorisés : relégation pour certains jeunes, insertion sociale et professionnelle pour d'autres (Cereq)

➢ Les opérations en cours en 2009

➢ **Les préoccupations en matière de production de nouvelles données localisées** se portent sur les sujets suivants en 2009 :

▪ La diffusion des estimations d'emploi aux niveaux régions, départements et zones d'emploi, à l'aide du nouveau dispositif « Estel » - Insee.
▪ La définition de nouveaux indicateurs régionaux sur l'innovation (*Insee*) et sur la recherche (*Sies)*.
▪ La comparaison spatiale des niveaux de prix (réflexion méthodologique) - *Insee.*
▪ La production de données régionales sur les accidents du travail et les maladies professionnelles - *Dares.*
▪ La poursuite du géoréférencement de données administratives - *Insee*

➢ **Au niveau régional, les enquêtes suivantes ont été menées en 2008-2009.** Certaines d'entre elles ont d'ores et déjà donné lieu à publications :

Extension d'enquêtes nationales en 2008-2009

- Enquête « logement 2006 » dans 8 régions : Bretagne, Ile de France, Midi-Pyrénées, Nord Pas-de-Calais, PACA, Guadeloupe, Réunion, Guyane
- -Enquête « illettrisme, vie quotidienne 2006-2007» dans les DOM : Martinique et Réunion
- -Enquête « transports 2007-2008 » dans 2 régions : Pays de la Loire, Ile de France
- Enquêtes « Vie quotidienne et santé 2007, handicap santé 2008 »dans 7 départements : Nord, Pas-de-Calais, Rhône, Hauts-de-Seine, Martinique, Guadeloupe, Réunion

Enquêtes régionales 2009

Enquête aéronautique - espace (Aquitaine et Midi-Pyrénées)
Enquête auprès des fournisseurs, sous-traitants ou prestataires de services du 517e régiment du train ou de la 1

2e BSMAT – site de Neuvy- Pailloux, dans l'Indre.(Centre)
Enquête auprès des fournisseurs, sous-traitants ou prestataires de services de l'établissement (Renault Sandouville) ».
Haute-Normandie
Enquête de fréquentation des meublés touristiques labellisés en Languedoc-Roussillon
Enquête flux touristiques à Mayotte, la Réunion, en Guadeloupe, en Guyane
Enquête de fréquentation dans les hébergements collectifs en Rhône-Alpes.
Enquête annuelle auprès des fournisseurs, sous-traitants et prestataires de services du Centre spatial guyanais (Enquête « spatial et soustraitance »)
Enquête de fréquentation des meublés classés de tourisme en Auvergne

G.3 Le suivi des avis 2009 du domaine Territoires

1. Le conseil soutient les projets en cours pour constituer un système d'information homogène permettant à tous les acteurs de disposer **d'une information cohérente sur l'ensemble du territoire dans le cadre des politiques sociales décentralisées**. Il suivra avec attention les propositions du groupe de travail qui, suite aux conclusions du colloque « Cnis ADF Conseil général de Loire Atlantique », proposera un ensemble d'indicateurs pertinents dans ce domaine. *(Avis de la formation santé, protection sociale)*

Description de l'opération	Préconisations pour la constitution d'une information cohérente et partagée entre les acteurs des politiques sociales départementales
Service(s) responsable(s) du suivi	Drees
État d'avancement fin 2009	**En cours** Rapport d'étape du groupe de travail animé par la Drees et les CG présenté à la commission Territoires le 30 septembre. Rapport final en cours-échéance **juin 2010**

2. La dimension régionale et locale du **développement durable**, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions du Grenelle de l'environnement.

Présentation générale des travaux	Définition et chiffrage d'Indicateurs territoriaux de développement durable dans le cadre d'un groupe de travail co-animé par le SOeS et la DIACT
Service(s) responsable(s) du suivi	SOES
État d'avancement fin 2009	**En cours.** Un premier sous-ensemble d'indicateurs mis à disposition au **premier semestre 2010**

3. L'actualisation des zonages d'études (aires urbaines et espace rural, zones d'emploi, bassins de vie), dans le prolongement des travaux sur les nouvelles tendances de localisation des populations et des activités,

Présentation générale des travaux	En préalable, actualisation des Unités Urbaines, sans modification des concepts. Deux groupes de travail seront constitués en vue d'actualiser sur la base des résultats du nouveau recensement les principaux zonages d'études : aires urbaines, espaces ruraux, bassins de vie et zones d'emploi
Service(s) responsable(s) du suivi	INSEE - DDAR pour les aires urbaine, les espaces ruraux et les bassins de vie Dares pour les Zones d'emploi
Principale(s) échéance(s) prévue(s)	**En cours**. Unité urbaines (agglomérations) pour la **fin 2010** Aires urbaines, espaces ruraux, zones d'emploi en **juillet 2011** pour la diffusion des résultats statistiques du RP2008.

Annexe 2 : Sigles

Sigles des producteurs et partenaires

SIGLE	INTITULE
Ademe	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
CCMSA	Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole
CEE	Centre d'études de l'emploi
Ceren	Centre d'études et de recherche sur l'énergie
Cereq	Centre d'étude et de recherche sur les qualifications
Certu	Centre d'Études sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les constructions publiques
Cnaf	Caisse nationale d'allocations familiale
CNAMTS	Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés
Cnav	Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse
CNFPT	Centre National de la Fonction Publique Territoriale
Dares	Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques
Datar	Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale
Depp	Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance
Deps	Département des études, de la prospective et des statistiques
DGAFP	Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique
Dgcis	Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services
Dger	Direction générale des études et recherches
Dgfip	Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services
Diact	Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité des Territoires
DPMA	Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture
Drees	Direction de la rechercher, des études, de l'évaluation et des statistiques
DSED	Département des statistiques, des études et de la documentation
Ined	Institut national d'études démographiques
Inpes	Institut national de prévention et d'éducation pour la santé
Inrets	Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité
Insee	Institut national de la statistique et des études économiques
Inserm	Institut national de la santé et de la recherche médicale
Irdes	Institut de recherche et documentation en économie de la santé
IRSN	Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire
Meos	Mission des Études, de l'Observation et des Statistiques
MSA	Mutualité sociale agricole
OED	Observatoire Économique de la Défense
OFDT	Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies
ONDRP	Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales
SDSE	Sous-direction de la statistique et des études
SOeS	Service de l'observation et des Statistiques
SSP	Service de la statistique et de la prospective
VNF	Voies Navigables de France

Autres sigles

SIGLE	INTITULE
Antipol	Enquête sur les études et les investissements pour protéger l'environnement
CUCS	Contrat Urbain de Cohésion Sociale
DADS	Déclaration Annuelle de Données Sociales
Eve	fichier des EVEnemenTs
FQP	enquête sur la Formation et la Qualification Professionnelle
IGAS	Inspection Générale des Affaires Sociales
IGF	Inspection Générale des Finances
Resane	Refonte des Statistiques Annuelles d'entreprises
RSA	Résumés de Sorties Anonymisées
SDT	enquête Suivi de la Demande Touristique (SOFRES)
Sitram	Système d'information sur les transports de marchandises
SRCV	Statistiques sur les ressources et les conditions de vie
Sumer	SUrveillance MEdicale des Risques
TeO	enquête Trajectoires Et Origines
ZFU	Zone Franche Urbaine
ZUS	Zone Urbaine Sensible